



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 20 FÉVRIER 2018
GEMEENTERAAD VAN 20 FEBRUARI 2018

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Grégor Chapelle, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Abdelmalek Talhi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, Dominique Goldberg, Abdelkader Zrouri, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Francis Résimont, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Corinne De Permentier, Nadia El Yousfi, Mohammed Sebbahi, David Liberman, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 30 janvier 2018.

Monsieur Mokhtari est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De Raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 30 januari 2018 goed.

E heer Mokhtari wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Urbanisme - Stedenbouw

- Urbanisme – Alignements des voiries communales – Abrogation des alignements existants - Approbation définitive des nouveaux alignements et du tableau des expropriations.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un inventaire des plans d'alignement d'application sur Forest a été réalisé par le service de l'Urbanisme ;

Considérant que suite à cet inventaire un report de ces alignements a été entamé sur le fond de plan UrBIS TOPO version 2015, levé topographique régional sur base d'ortho photos ;

Considérant qu'il a été constaté que les méthodes de mesures utilisées fin 1800 – début 1900 pour les plus anciens levés ne permettent pas de faire un report fiable sur les fonds de plan actuels ;

Considérant qu'il est apparu que des tracés de voiries ont été réalisés en non-respect de ces plans d'alignement ; que des incertitudes juridiques en résultent, des parcelles privées et des immeubles se trouvent en domaine public et vice-versa ;

Considérant qu'il a été constaté que pour le Plan Particulier d'Affectation du Sol n°3 « Champs des Grenouilles » si des nouveaux alignements ont été prévus, il n'a pas été explicitement mentionné l'abrogation d'alignements existants ; que les alignements décrétés par le susdit PPAS n'ont pas tenu compte des alignements existants hors périmètre du PPAS ; qu'il en résulte une insécurité juridique ;

Considérant qu'il a été constaté qu'après approbation du Plan Particulier d'Affectation du Sol n°12 « Anciens Etangs/Soierie » la procédure prévue à l'époque par la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme de 1962 en son article 16 n'a pas été suivie ; qu'il en résulte une insécurité juridique au niveau des voiries et que des parcelles privées existent toujours dans le domaine public ;

Considérant qu'une clarification des différentes zones de recul s'avère également nécessaire afin de définir plus clairement le front de bâtisse notamment le long du boulevard de la Deuxième Armée Britannique ;

Considérant qu'il n'existe aucun plan d'alignement entre le square Emile des Grées du Lou et le boulevard de l'Humanité ; que la voirie se trouve toujours sur fond privé ; qu'il en résulte une insécurité juridique ;

Vu les nouvelles voiries décrétées par permis de lotir ;

Vu l'article 277 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Considérant au vu de ce qui précède qu'il est d'une part indispensable d'établir une situation zéro, remettant à plat l'ensemble des alignements sur base d'un fond de plan tel qu'UrBIS TOPO version 2015, recollant ainsi tous les alignements et d'autre part qu'il est nécessaire d'abroger intégralement tous les alignements existants sur le territoire de la commune de Forest, quelle que soit l'autorité qui les a décrétés; que seuls sont maintenues les expropriations non réalisées que ces arrêtés prévoyaient ;

Considérant qu'il est toujours possible que le plan UrBIS TOPO présente des imprécisions sur le report au sol des gabarits des immeubles et des clôtures à rue et que dans ce cas précis, le ou les permis d'urbanisme relatif aux constructions visées par ce cas feront foi ;

Considérant qu'il est apparu lors de ce travail que la précision d'un tel plan ne sera pas meilleure que 20 cm et qu'il convient de déclarer les largeurs de voirie et de zones de recul comme seules dimensions ayant valeurs règlementaires ;

Considérant qu'il est également apparu que certains groupes de bâtiments n'ont pas été construits en respectant la continuité et la largeur de l'alignement décrété ; dans ce cas, la reconstruction des immeubles devra se faire en respect de l'alignement défini uniquement lorsque la ou les demandes de permis d'urbanisme déposées simultanément concerneront l'ensemble de ce groupe d'immeubles ;

Considérant que lors de la mise en œuvre du permis d'urbanisme réaménageant le boulevard de la Deuxième armée britannique, voirie régionale, à hauteur du 591 un rond-point a été réalisé modifiant les accès au centre logistique d'AUDI ; que de ce fait une portion de cette parcelle doit être encore versée dans le domaine public et donc expropriée ; cette procédure sera entamée par le gouvernement régional qui est compétent pour les alignements liés aux voiries régionales ;

Considérant qu'une seule nouvelle zone d'expropriation est décrétée et concerne le débouché de l'avenue des Huileries sur la chaussée de Neerstalle afin d'y aménager un carrefour et un espace public ;

Considérant que les zones d'expropriation décrétées antérieurement sont maintenues et concernent la partie avant des immeubles situés du n°11 au n°23 de la chaussée de Neerstalle et du n° 420 au n° 428 de l'avenue Van Volxem ;

Considérant que le tronçon du boulevard de la Deuxième armée britannique entre le rond-point de la rue Saint-Denis et la rue des Anciens Etangs n'a plus de raison d'être ; qu'il en va de même pour un tronçon de la rue des Anciens Etangs le long de l'usine AUDI ; que ces deux tronçons de voirie peuvent être désaffectés et qu'il peut être proposé à AUDI le rachat du fond ;

Considérant que le projet de plan d'alignement général pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest n'a aucun impact sur quelque propriété que ce soit hormis les deux nouvelles zones d'expropriation mentionnées ci-avant ;

Considérant néanmoins qu'il a été constaté que l'alignement proposé pour la rue du Bambou nécessitait une zone importante d'expropriation non reprise dans le tableau des expropriations présenté lors de l'approbation provisoire ;

Considérant que l'alignement de la rue du Bambou devrait suivre les limites des propriétés actuelles afin d'éviter une expropriation qui impliquerait le rachat du terrain, la démolition du mur d'enceinte existant, l'abattage de nombreux arbres et des problèmes d'accès au nouvel immeuble à appartements dont la construction vient de démarrer ; de plus, un élargissement de cette voirie à sens unique ne se justifie pas ;

Vu sa décision du 4 juillet 2017 approuvant provisoirement le plan d'alignement général pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest ; que les largeurs de voirie et des zones de reculs auront valeurs règlementaires et que toutes les autres cotes du plan d'alignement sont données à titre informatif afin de positionner le domaine public par rapport au domaine privé ; approuvant provisoirement le tableau d'expropriation comprenant les expropriations résultantes d'anciens plans, repris pour mémoire, et l'expropriation envisagée au débouché de l'avenue des Huileries et de la chaussée de Neerstalle ; abrogeant provisoirement tous les arrêtés d'alignement qui ont été décrétés sur le territoire de la commune de Forest, quelle que soit l'autorité qui les a décrétés ; et soumettant à enquête publique d'un mois le projet de plan d'alignements et le tableau des expropriations ;

Considérant qu'au terme de l'enquête publique qui s'est déroulée du 01/09/2017 au 02/10/2017, une seule réclamation/observation a été reçue ;

Considérant que celle-ci provient de Bruxelles Mobilité qui précise que les alignements relatifs aux voiries régionales feront l'objet d'un arrêté du Gouvernement après un examen approfondi et que ceux-ci soient exclus de l'approbation définitive du conseil communal ;

Considérant en effet que la fixation de l'alignement des voiries régionales relève de la compétence du Gouvernement régional, après avis du conseil communal, par application de l'article 274 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il convient dès lors d'exclure de cette approbation définitive tous les alignements des voiries régionales ainsi que l'expropriation reprise dans le tableau des expropriations qui concerne la parcelle D 31 Y 2, accès au centre logistique d'AUDI situé le long du boulevard de la Deuxième Armée Britannique ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'abroger définitivement tous les arrêtés d'alignement des voiries communales qui ont été décrétés sur le territoire de la commune de Forest, quelle que soit l'autorité qui les a décrétés ;

D'approuver définitivement le plan d'alignement général dressé le 9/06/2017 et modifié le 22/01/2018 en ce qui concerne uniquement les voiries communales pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest ; que les largeurs de voirie et des zones de reculs auront valeurs règlementaires et que toutes les autres cotes du plan d'alignement sont données à titre informatif afin de positionner le domaine public par rapport au domaine privé ;

D'approuver définitivement le tableau d'expropriation comprenant les expropriations résultantes d'anciens plans, repris pour mémoire, et l'expropriation envisagée au débouché de l'avenue des Huileries sur la chaussée de Neerstalle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Stedenbouw – Rooilijnen van de gemeentewegen – Opheffing van de bestaande rooilijnen – Definitieve goedkeuring van de nieuwe rooilijnen en van de tabel van de onteigeningen.

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst Stedenbouw een inventaris heeft opgesteld van de in Vorst van toepassing zijnde rooilijnen;

Overwegende dat er volgend op deze inventaris begonnen werd met een verschuiving van deze rooilijnen op de basiskaart UrbIS TOPO, versie 2015, gewestelijke topografische opmeting op basis van orthofoto's;

Overwegende dat vastgesteld werd dat de opmetingsmethodes die voor de oudste opmetingen eind jaren 1800, begin jaren 1900 gebruikt werden, het niet mogelijk maken op de huidige basiskaarten een betrouwbare verschuiving uit te voeren;

Overwegende dat gebleken is dat er wegtrajecten uitgevoerd werden zonder deze rooilijnplannen na te leven; dat hieruit juridische onzekerheden voortvloeiën, aangezien private percelen en gebouwen zich in het openbare domein bevinden en vice versa;

Overwegende dat voor het Bijzondere Bestemmingsplan nr. 3 "Vorsenzang" vastgesteld werd dat, hoewel er nieuwe rooilijnen waren voorzien, de afwijking van de huidige rooilijnen niet expliciet

vermeld werd; dat de rooilijnen die door bovenvermeld BBP afgekondigd werden geen rekening hielden met de bestaande rooilijnen buiten de perimeter van het BBP; dat hieruit een juridische onzekerheid voortvloeit;

Overwegende dat vastgesteld werd dat, na goedkeuring van het Bijzondere Bestemmingsplan nr. 12 "Oude Vijvers/Zijdeweaverij", de procedure destijds voorzien door de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw van 1962 en haar artikel 16 niet gevolgd werd; dat hieruit een juridische onzekerheid voortvloeit op het vlak van de wegen en dat er zich nog steeds private percelen in het openbare domein bevinden;

Overwegende dat een verduidelijking van de verschillende achteruitbouwstroken tevens noodzakelijk blijkt teneinde de bouwlijn duidelijker te bepalen, i.h.b. langs de Britse Tweedelegerlaan;

Overwegende dat er tussen de Emile des Grées du Lousquare en de Humaniteitslaan geen enkel rooilijnplan bestaat; dat de weg zich nog steeds op privéterrein bevindt; dat hieruit een juridische onzekerheid voortvloeit;

Gelet op de nieuwe wegen afgekondigd door verkavelingsvergunningen;

Gelet op artikel 277 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Overwegende enerzijds dat het, gelet op het voorgaande, onontbeerlijk is een nulsituatie vast te stellen door alle rooilijnen grondig te onderzoeken op basis van een basiskaart zoals UrBIS TOPO versie 2015 en zo alle rooilijnen opnieuw te doen aansluiten, en anderzijds dat het noodzakelijk is alle bestaande rooilijnen op het grondgebied van de gemeente Vorst in te trekken, ongeacht de overheid die ze heeft afgekondigd; dat enkel de niet-uitgevoerde onteigeningen, voorzien door deze besluiten, behouden blijven;

Overwegende dat het nog steeds mogelijk is dat het UrBIS TOPO-plan onnauwkeurigheden vertoont over de verschuiving t.o.v. de grond van het profiel van de gebouwen en de omheiningen aan de straatkant en dat in dit specifieke geval de stedenbouwkundige vergunning(en) met betrekking tot de in dit geval bedoelde constructies rechtsgeldig is/zijn;

Overwegende dat tijdens dit werk gebleken is dat de precisie van een dergelijke kaart niet groter zal zijn dan 20 cm en dat het aangewezen is de breedten van de wegen en van de achteruitbouwstroken tot enige afmetingen met reglementaire waarde te verklaren;

Overwegende dat tevens is gebleken dat bepaalde groepen gebouwen niet opgetrokken werden in naleving van de continuïteit en de breedte van de afgekondigde rooilijn; in dat geval moeten de gebouwen enkel herbouwd worden in naleving van de bepaalde rooilijn wanneer de gelijktijdig ingediende stedenbouwkundige vergunning(en) betrekking hebben op deze hele groep gebouwen;

Overwegende dat, tijdens de uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning voor de heraanleg van de Britse Tweedelegerlaan, een gewestweg, ter hoogte van nr. 591 een rotonde werd aangelegd waardoor de toegangen tot het logistieke centrum van AUDI gewijzigd werden; dat daarom een gedeelte van dit perceel nog aan het openbare domein toegevoegd en dus onteigend moet worden; deze procedure zal worden in gang gezet door de gewestregering, die bevoegd is voor rooilijnen verbonden met gewestwegen;

Overwegende dat er één enkel nieuw onteigeningsgebied wordt afgekondigd en betrekking heeft op de uitgang van de Olieslagerijlaan op de Neerstalsesteenweg teneinde er een kruispunt en een

openbare ruimte aan te leggen;

Overwegende dat de eerder afgekondigde onteigeningsgebieden behouden blijven en betrekking hebben op de voorkant van de gebouwen gelegen van nr. 11 tot nr. 23 van de Neerstalsesteenweg en van nr. 420 tot nr. 428 van de Van Volxemlaan;

Overwegende dat de strook van de Britse Tweedelegerlaan tussen de rotonde van de Sint-Denijsstraat en de Oude Vijversstraat geen bestaansreden meer heeft; dat hetzelfde geldt voor een strook van de Oude Vijversstraat langs de AUDI-fabriek; dat de bestemming van deze beide wegstroken gewijzigd kan worden en aan AUDI voorgesteld kan worden de grond over te nemen;

Overwegende dat het ontwerp van algemeen rooilijnplan voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst geen enkele weerslag op enig eigendom heeft, uitgezonderd de twee bovenvermelde nieuwe onteigeningsgebieden;

Overwegende echter dat werd vastgesteld dat de rooilijn voorgesteld voor de Bamboestraat een aanzienlijk onteigeningsgebied vergde dat niet was opgenomen in de tabel van de onteigeningen voorgelegd tijdens de voorlopige goedkeuring;

Overwegende dat de rooilijn van de Bamboestraat de grenzen van de huidige eigendommen zou moeten volgen teneinde een onteigening te vermijden die de aankoop van het terrein, de afbraak van de huidige omheiningmuur, het vellen van talrijke bomen en toegangsproblemen tot het nieuwe appartementengebouw waarvan de bouw net begonnen is, zou inhouden; dat een verbreding van deze eenrichtingsweg daarenboven niet kan worden verantwoord;

Gelet op zijn beslissing van 4 juli 2017 tot voorlopige goedkeuring van het algemene rooilijnplan voor het hele grondgebied van de gemeente Vorst; dat de breedten van de weg en van de achteruitbouwstroken reglementaire waarde zullen hebben en dat alle andere cijfers op het rooilijnplan louter ter informatie worden gegeven teneinde het openbare domein te positioneren ten opzichte van het private domein; tot voorlopige goedkeuring van de tabel van onteigeningen met inbegrip van de onteigeningen die voortkomen uit voormalige plannen, pro memoria weergegeven, en de beoogde onteigening aan de uitgang van de Olieslagerijlaan op de Neerstalsesteenweg; tot voorlopige intrekking van alle rooilijnbesluiten die op het grondgebied van de gemeente Vorst werden afgekondigd, ongeacht de overheid die ze heeft afgekondigd; en tot voorlegging van het ontwerp van rooilijnplan en de tabel van de onteigeningen aan een openbaar onderzoek van een maand;

Overwegende dat aan het einde van het openbaar onderzoek, dat plaatsvond van 01/09/2017 tot 02/10/2017, één enkel bezwaar/opmerking werd ontvangen;

Overwegende dat deze afkomstig is van Brussel Mobiliteit, dat verduidelijkt dat de rooilijnen met betrekking tot de gewestwegen na een diepgaand onderzoek het voorwerp zullen uitmaken van een besluit van de Regering en dat deze uitgesloten zijn van de definitieve goedkeuring door de gemeenteraad;

Overwegende dat de vaststelling van de uitlijning van de gewestwegen krachtens artikel 274 van de Nieuwe Gemeentewet inderdaad een bevoegdheid van de Gewestregering is, na advies van de gemeenteraad;

Overwegende dat uit deze definitieve goedkeuring bijgevolg alle rooilijnen van de gewestwegen moeten worden uitgesloten, evenals de onteigening, opgenomen in de tabel van de onteigeningen, die betrekking heeft op perceel D 31 Y 2, de toegang tot het logistieke centrum van AUDI langs de Britse

Tweedelegerlaan;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Alle rooilijnbesluiten betreffende de gemeentewegen die werden afgekondigd op het grondgebied van de gemeente Vorst definitief in te trekken, ongeacht de overheid die ze heeft afgekondigd;

Goedkeuring te verlenen aan het algemene rooilijnplan, opgesteld op 9/06/2017 en gewijzigd op 22/01/2018, voor wat enkel de gemeentewegen voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst betreft; dat de breedten van de weg en van de achteruitbouwstroken reglementaire waarde zullen hebben en dat alle andere cijfers op het rooilijnplan louter ter informatie worden gegeven teneinde het openbare domein te positioneren ten opzichte van het private domein;

Definitief goedkeuring te verlenen aan de tabel van onteigeningen met pro memoria de onteigeningen die voortkomen uit voormalige plannen, en de beoogde onteigening van de uitgang van de Olieslagerijlaan op de Neerstalsesteenweg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Stationnement - Parkeerdienst

2 Stationnement - Redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique – Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement - redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - adopté par le conseil communal en séance du 3 mai 2016 et modifié par le conseil communal en séance du 19 septembre 2017 pour un terme expirant le 31/12/2019 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 137bis de la nouvelle loi communale relative au recouvrement des créances non fiscales ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur et ses modifications subséquentes ;

Vu l'Arrêté Royal du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'Ordonnance du 20 juillet 2016 portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de revenir au régime précédent en ce qui concerne le tarif horaire à l'horodateur et en réintroduisant l'interruption horaire sur l'heure du midi ;

DECIDE :

De modifier, à partir du *1^{er} avril 2018*, le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique et d'approuver le texte comme suit :

Article 1 : Champ d'application

Le présent règlement est applicable à tous les usagers d'un véhicule à moteur à 4 roues et plus aux endroits et aux moments auxquels le stationnement est autorisé moyennant l'usage régulier des appareils dits compteurs de stationnement ou horodateurs conformément au Règlement général de police sur la circulation routière (A.R. du 1er décembre 1975). Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils.

Les zones où le stationnement est payant sont subdivisées en :

- zone rouge : payant pour tous
- zone verte : payant sauf pour les personnes en possession d'une carte habitant ou d'un abonnement

communal dont les conditions d'octroi sont prévues aux articles 5, 6 et 7 du présent règlement.

- zone jaune : payant pour tous sauf pour les livraisons en cours, portes du véhicule ouvertes, clés de contact retirées.

Les zones sont définies comme telles :

Zone rouge :

Zone à forte densité commerciale comprenant les rues suivantes :

- Rue Jean-Baptiste Vanpé
- Avenue Victor Rousseau (jusqu'à l'avenue Denayer du côté pair, et jusqu'à l'avenue Monte Carlo du côté impair)
- Chaussée de Bruxelles (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue Saint-Denis du côté pair et la rue de Barcelone du côté impair)
- Chaussée de Neerstalle (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue André Baillon)
- Place de l'Altitude Cent

Zone verte :

Toute la commune en dehors des zones rouges et jaunes, en ce compris la zone industrielle.

Zone jaune :

Toutes les zones de livraison pendant les heures de livraisons indiquées sur la signalisation spécifique à ce type de zone.

Article 2 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Agence : l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre VI de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement création de l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

- voie publique : toute voie ouverte à la circulation par voie terrestre accessible à tous les usagers (voies, trottoirs ou accotements immédiats, communaux ou régionaux, ainsi que les lieux assimilés étant les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4§2 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics). La voie publique est divisée en zones de stationnement rouge, verte, ou jaune, telles que mentionnées sur les horodateurs et repris au plan communal de stationnement.

- stationnement : immobilisation d'un véhicule à quatre roues et plus au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses.

- usager redevable de la redevance : le conducteur du véhicule ou, s'il n'est pas identifié, le titulaire du certificat d'immatriculation ou le dernier propriétaire connu du véhicule à moteur, ainsi que les personnes qui doivent répondre des actes de l'usager.

- Véhicule soumis à la redevance : le véhicule à quatre roues et plus qui emprunte et stationne sur la voie publique.

- billet de stationnement : document, également appelé "notification", placé par le contrôleur sur la face externe du pare-brise avant du véhicule lorsque, au moment de la vérification, le ticket de stationnement fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la redevance a été payée ou en cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

- ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Il doit être apposé, en original, de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule.

- carte riverain : autorisation sous forme électronique délivrée par l'administration communale conformément au présent règlement. La carte habitant donne droit aux habitants forestois de stationner librement et gratuitement dans toute la Commune de Forest excepté en zones rouge et jaune. Le fait d'être détenteur d'un document de stationnement ne garantit pas de bénéficier d'un emplacement de stationnement.

- abonnement : autorisation sous forme électronique délivrée par l'administration communale conformément au présent règlement. L'abonnement donne droit à son détenteur de stationner librement et gratuitement dans toute la Commune de Forest excepté en zones rouge et jaunes. Le fait d'être détenteur d'un document de stationnement ne garantit pas de bénéficier d'un emplacement de stationnement.

- ménage : Un ménage désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne.

- résidence principale : Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

- résidence secondaire : Une résidence secondaire sur le territoire de la Commune de Forest est une résidence pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences.

- Handicapé : personne handicapée titulaire de la carte spéciale visée à l'article 27.4.1 ou 27.4.3. de l'arrêté du 1^{er} décembre 1975 « portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique » et délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

- Agent assermenté : agent communal désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de veiller à l'application du présent règlement-redevance.

- Zone industrielle : Cette zone comprend les rues suivantes :

- Boulevard de l'Humanité
- Rue Bollinckx
- Rue de la Soierie
- Rue Lieutenant Lotin
- Rue de Lusambo
- Rue des Lutins

- Voitures partagées : le système d'utilisation d'un véhicule tel que défini à l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Article 3 : Modalités applicables aux zones de couleurs

Sauf disposition contraire, la redevance pour le stationnement sur la voie publique est d'application dans les zones de couleurs, *entre 9h et 13h et de 14h à 18h*, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés légaux, aux tarifs et selon les modalités suivantes :

a. Tarifs horaires

Le ticket doit être posé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule.

En zone « rouge » :

- *Le tarif horaire du stationnement est de 1,5€.*

- Toutefois, si l'utilisateur ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

En zone « verte » :

- *Le tarif horaire du stationnement est de 1 €.*

- Dans cette zone, tous les détenteurs d'une carte ou d'un abonnement de stationnement sont dispensés d'alimenter l'horodateur.

- Toutefois, si l'utilisateur ne désire stationner qu'un maximum de 15 minutes, il peut le faire gratuitement moyennant l'apposition du ticket délivré par l'horodateur à cet effet. Il ne peut être fait usage de plusieurs tickets gratuits successifs pour le même véhicule.

En zone « jaune » :

- Le stationnement est interdit en zone jaune pendant les horaires de livraison.

- En dehors des heures dédiées aux livraisons, le stationnement est autorisé et la zone jaune est alors considérée comme une zone verte.

b. Tarif forfaitaire

Il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire de 25 € ou 100 € dans les cas suivants :

- Lorsque, au moment de la vérification par un contrôleur, le ticket de stationnement se trouvant en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule fait apparaître un dépassement du temps de stationnement pour lequel la redevance a été payée ;

- En cas d'absence de ticket de stationnement valide ou lisible apposé en évidence derrière le pare-brise avant du véhicule au moment de la vérification par un contrôleur ;

- En cas de non-conformité de la carte habitant ou de l'abonnement ;

Le montant déjà acquitté dans l'horodateur ne sera pas déduit du montant de la tarification subsidiaire.

Lorsque l'utilisateur a fait choix du système forfaitaire, les tarifs suivants sont d'application :

§1. Pour les zones rouge et verte

- *25 € en matinée (de 9h00 à 13h).*

- *25 € l'après-midi (de 14h à 18h00).*

§2. Pour la zone jaune

- *100 € (de 9h00 à 18h00).*

Article 4 : Dispositions communes aux cartes habitant et aux abonnements

§1. Toutes les cartes et abonnements de stationnement sont délivrés par l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

§2. Dans les zones vertes, les détenteurs d'une carte habitant ou d'un abonnement sont dispensés d'alimenter l'horodateur ou d'apposer un disque de stationnement. Les cartes habitant et les

abonnements sont électroniques. Aucune carte ni abonnement ne sont délivrés sous forme physique. Le contrôle du stationnement s'effectue sur la base de la plaque d'immatriculation du véhicule au moyen d'un système informatisé.

§3. Pour les véhicules immatriculés à l'étranger, seuls les abonnements individuels seront d'application, sauf pour les véhicules non-soumis à l'immatriculation en Belgique réglementé par la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules.

§4. Pour les véhicules de plus de 3 tonnes, les détenteurs d'une carte de stationnement ne peuvent stationner que dans la zone industrielle.

§5. Les cartes habitant et abonnements sont valables sur l'ensemble du territoire de la commune, à l'exception des zones rouges et jaunes.

Toutefois, pour les rues forestoises qui se prolongent au-delà de la limite communale, le possesseur d'une carte habitant - domicilié dans une de ces rues - émise tant par Forest que par la commune limitrophe, peut stationner son véhicule en faisant usage de sa carte habitant au-delà du territoire communal pour lequel la carte a été émise et ce jusqu'au premier carrefour sur le territoire de l'autre commune.

§6. Le demandeur doit fournir la preuve que le véhicule pour lequel la carte habitant ou l'abonnement demandé est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, au moyen de (liste non-exhaustive - voir formulaire de demande) :

- sa carte d'identité
- dans le cas d'emménagement, le document d'inscription ou de changement d'adresse à la Commune de Forest
- dans le cas des résidences secondaires, le titre de propriété ou le contrat de bail.
- Le certificat d'immatriculation ;
- un certificat d'assurance reprenant le demandeur en conducteur fréquent si le véhicule est immatriculé au nom d'une autre personne ;
- pour les utilisateurs de voiture de leasing, une copie de l'attestation officielle de la société de leasing reprenant les coordonnées du demandeur ;

L'octroi de la carte habitant ou de l'abonnement ne dispense pas le titulaire de se mettre en ordre d'immatriculation et d'assurance.

§7. Le titulaire qui souhaite la reconduction de sa carte de stationnement ou de son abonnement en fait la demande à l'Agence du stationnement avant l'expiration de la période de validité, en communiquant toute modification ou éléments nouveaux. Si la demande intervient tardivement, l'usager sera tenu d'alimenter l'horodateur durant la période non couverte par la carte ou l'abonnement. La carte ou l'abonnement n'est jamais renouvelé tacitement, ni rétroactivement.

§8. La validité des cartes habitant et des abonnements cesse de plein droit à la survenance d'un des événements suivants :

- lorsque le titulaire n'appartient plus au groupe cible qui a justifié l'obtention de la carte de stationnement ou de l'abonnement ;
 - en cas de retrait de la plaque d'immatriculation concernée ;
 - lorsque l'Administration communale prend une mesure qui entraîne la non-validité du document.
- Dans ce cas, le titulaire est tenu de le renvoyer dans les 8 jours.

§9. Toute modification de véhicule ou d'immatriculation du véhicule doit être déclarée auprès de l'Agence du stationnement dans les 8 jours suivant ladite modification.

- Dans le cas d'une modification définitive, le nouveau certificat d'immatriculation doit accompagner

la demande.

- Dans le cas d'une modification temporaire, la demande doit être accompagnée du certificat d'immatriculation du véhicule de remplacement ainsi que d'une attestation du garage.

Les deux premières modifications d'immatriculation au courant d'une même année (sur base de la période de validité de la carte de stationnement) sont gratuites. Les suivantes sont tarifées au prix de 2,50 € par immatriculation modifiée.

Les billets de stationnement qui seraient émis dans la période des 8 jours sur le nouveau véhicule ou le véhicule temporaire seront annulés à la demande du titulaire du véhicule. Si la déclaration de changement de véhicule se fait au-delà du délai de 8 jours, aucun des billets de stationnement qui seraient apposés sur le véhicule ne pourront être annulés.

§10. Aucune carte ou abonnement ne fera l'objet d'un remboursement.

§11. Aucune carte ou abonnement ne fera l'objet d'un transfert vers un autre bénéficiaire qui ne fait pas partie du ménage.

§12. Toute constatation de fausse déclaration relative à la demande d'obtention d'une carte ou abonnement communal de stationnement sera sanctionnée par l'annulation de celle-ci/celui-ci et le non-remboursement du prix de la carte.

Article 5 : Carte communale de stationnement

a. Carte riverain

§1. La carte communale de stationnement dont il est question à l'article 4 est délivrée à sa demande au ménage, ayant sa résidence principale à Forest, et pour autant que le membre du ménage qui sollicite la carte habitant ait un véhicule qui est en ordre d'immatriculation et d'assurances.

Le ménage ayant une résidence secondaire à Forest est assimilé aux habitants de la commune dès lors qu'il s'est acquitté de la taxe sur les résidences secondaires et en apporte la preuve de paiement lors de la demande.

§2. Tarifs :

La première carte d'un même ménage est valable un an au prix de 15 €.

La seconde carte d'un même ménage est valable un an au prix de 50 €.

La troisième carte d'un même ménage est valable un an au prix de 200 €.

b. Carte riverain temporaire

§1. La carte riverain temporaire est délivrée à tout ménage forestois qui en fait la demande.

§2. La carte riverain temporaire est strictement personnelle. Elle ne peut être ni cédée, ni revendue à une tierce personne. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'usager, des éventuels abus d'utilisation. En cas de cession avérée de la carte riverain temporaire à une tierce personne, le titulaire de la carte concernée perdra le bénéfice de la carte riverain temporaire.

§3. Tarifs :

- La carte riverain temporaire pour les forestois possédant la carte habitant est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 250 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 150 heures.

Après épuisement des 400 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Une seule carte de ce type peut être délivrée.

- La carte riverain temporaire pour les forestois ne possédant pas la carte habitant est valable un an au prix de 15 € pour un crédit de 350 heures.

Le crédit supplémentaire avant échéance est au prix de 30 € pour un crédit de 200 heures.

Après épuisement des 550 heures annuelles, il ne sera plus possible de racheter ce type de carte.

Sur demande, le crédit supplémentaire peut être attribué sous la forme d'une deuxième carte physique.

§4. Les tickets obtenus à l'aide de la carte riverain temporaire sont valables uniquement en zone verte.

§5. La durée de validité de la carte riverain temporaire est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance de la carte. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

§6. La demande doit être introduite auprès du service stationnement accompagnée des documents suivants :

- la copie de la carte d'identité du demandeur ;
- le formulaire de demande de carte riverain temporaire dûment complété et signé ;
- une procuration dans le cas où la personne qui retire la carte n'est pas le bénéficiaire de la carte.

§7. Les cartes perdues ou volées peuvent être remplacées au prix de la recharge auquel 5,00 € sont rajoutés et ne peuvent plus être rechargées.

Si la carte perdue ou volée a déjà été rechargée dans le courant de l'année, elle ne peut plus être remplacée.

c. Carte club sport

§1. La carte club sport doit être demandée par le club de sport pour ses membres. Le nombre de cartes est limité au nombre de membre non-forestois.

§2. Tarif :

La carte club sport est valable un an au prix de 20 € pour un crédit de 200 heures.

§3. La durée de validité de la carte club sport est limitée à un an. La validité prend effet à partir de la date de délivrance de la carte. Les crédits restants à la fin de l'année ne peuvent pas être reportés.

§4. La demande doit être introduite, maximum une fois par trimestre, auprès de l'Agence du stationnement accompagnée des documents suivants :

- la preuve que le membre est affilié au club sportif ;
- la copie de la carte d'identité du membre ;
- une attestation reprenant l'identité du responsable désigné pour retirer les abonnements ;
- le formulaire de demande de carte club sport dûment complété et signé

§5. Les cartes perdues ou volées ne seront pas remplacées.

Article 6 : Abonnements

a. Abonnement Entreprises et Indépendants

§1. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale (société de droit privé, institution publique) ou personne physique en qualité d'indépendant, exerçant son activité sur le territoire de la commune.

§2. L'entreprise introduit de préférence une seule et même demande annuellement pour tous les abonnements auxquels elle prétend. Elle fixe ensuite ses propres modalités de distribution des abonnements à son personnel.

§3. Le tarif suivant est applicable :

25€/mois, 50€/trimestre ou 150€/an, par abonnement.

§4. Les documents suivants doivent être fournis au moment de l'introduction de la demande (liste non-exhaustive – voir formulaire de demande) :

- une attestation justifiant de l'activité sur la commune ;
- la liste des plaques d'immatriculation concernées ;
- une copie des certificats d'assurance et d'immatriculation des véhicules, établissant le cas échéant que le bénéficiaire de l'abonnement est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- le formulaire de demande d'abonnement dûment complété et signé

§5. L'abonnement d'entreprise est valable sur tout le territoire de la commune, à l'exception des zones rouges et jaunes.

b. Abonnement visiteur

§1. Toute personne physique peut obtenir un abonnement individuel, attribué à un seul véhicule, au prix de 50 € par mois, 100€ par trimestre ou 300€ par an.

§2. Les documents suivants doivent être fournis au moment de l'introduction de la demande (liste non-exhaustive – voir formulaire de demande) :

- La carte d'identité ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule ;
- le certificat d'assurance établissant le cas échéant que le bénéficiaire de l'abonnement est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- le formulaire de demande d'abonnement dûment complété et signé

§3. L'abonnement individuel est valable sur tout le territoire de la commune, à l'exception des zones rouges et jaunes.

c. Abonnement personnel enseignant

§ 1. Est concerné l'ensemble du personnel enseignant relevant d'un établissement scolaire situé sur le territoire de la commune et appartenant à un réseau d'enseignement dont les diplômes sont reconnus par les pouvoirs publics, à l'exception du personnel enseignant de l'enseignement communal qui relève du règlement de travail applicable au personnel communal.

§ 2. L'établissement scolaire est tenu de fournir la preuve que chaque bénéficiaire de l'abonnement fait partie de son personnel.

§ 3. L'établissement introduit de préférence une seule et même demande annuelle pour tous les abonnements auxquels il prétend et fixe ses propres modalités de distribution à son personnel.

§ 4. L'abonnement est valable pour une durée d'un an. Le tarif suivant est applicable : 10 € par mois 15 € par trimestre ou 50 € par an.

§ 5. Les documents suivants doivent être fournis au moment de l'introduction de la demande (liste non-exhaustive – voir formulaire de demande) :

- une attestation justifiant que l'établissement scolaire appartient à un réseau d'enseignement dont les diplômes sont reconnus par les pouvoirs publics ;
- la liste des plaques d'immatriculation concernées ;
- une copie des certificats d'assurance et d'immatriculation des véhicules, établissant le cas échéant que le bénéficiaire de l'abonnement est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- le formulaire de demande d'abonnement dûment complété et signé

§6. L'abonnement personnel enseignant est valable sur toute la commune, à l'exception des zones rouges et jaunes.

d. Carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux urgents

§1. Sont entendus, comme « personne dispensant des soins médicaux urgents », les personnes prodiguant des soins médicaux et possédant un numéro INAMI lorsqu'elles sont amenées à dispenser immédiatement un secours approprié à toute personne dont l'état de santé par suite d'un accident ou d'une maladie soudaine ou de la complication soudaine d'une maladie requiert une intervention urgente.

§2. La carte de stationnement est valable pour une durée d'un an et est accordée au tarif de 200€. Le montant et la durée de cette carte ne sont pas fractionnables.

§3. Les documents à fournir pour l'obtention de cette carte sont déterminés par l'Agence du Stationnement et sont repris sur le site web de l'Agence.

§4. La carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux urgents est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant qu'elle soit apposée de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule, qu'elle soit accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

e. Carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux non-urgents

§1. Sont entendus, comme « personne dispensant des soins médicaux non-urgents », les personnes prodiguant des soins médicaux non-urgents et les vétérinaires, et doivent être liés à une organisation reconnue par la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande ou la Commission communautaire commune.

§2. La carte de stationnement est valable pour une durée d'un an et est accordée au tarif de 75€. Le montant et la durée de cette carte ne sont pas fractionnables.

§3. Les documents à fournir pour l'obtention de cette carte sont déterminés par l'Agence du Stationnement et sont repris sur le site web de l'Agence.

§4. La carte de stationnement pour les prestataires de soins médicaux non-urgents est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des zones rouges et jaunes et pour autant qu'elle soit apposée de manière visible derrière le pare-brise avant du véhicule, qu'elle soit accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

f. Carte de stationnement « voiture partagée »

§1. Cette carte de stationnement est destinée spécifiquement aux exploitants des véhicules à moteur affectés au système de voitures partagées agréés tel que définis à l'article 2 « voitures partagées ».

§2. La carte de stationnement est valable pour une durée d'un an et est accordée au tarif de 5€ par véhicule par an. Le montant et la durée de cette carte ne sont pas fractionnables.

§3. La carte n'est valable que lorsque le véhicule est en cours d'utilisation par un client payant le service d'une voiture partagée.

§4. La carte « voiture partagée » est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des zones rouges et jaunes.

Article 7 : Dispenses

La gratuité en zone rouge est assurée pour tout véhicule ayant un emplacement réservé (emplacement pour personnes handicapées, emplacement pour taxi,...) régi par le code de la route.

La gratuité en zone rouge et verte est assurée pour les personnes handicapées.

Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible, derrière le pare-brise avant du véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

La dispense vaut également pour tout emplacement réservé aux handicapés, en quelque zone qu'il soit.

Article 8 : Généralités

§1. Le stationnement est régi suivant les modalités et conditions reprises dans le présent règlement ainsi que celles mentionnées sur les horodateurs. Les cartes et abonnements sont délivrés selon les modalités prévues aux articles 5 à 6 du présent règlement.

§2. Conformément à l'article 27.3.1.2° de l'arrêté royal du 1er décembre 1975, lorsque l'horodateur le plus proche de l'endroit où est stationné son véhicule est hors d'usage, tout conducteur est tenu d'employer le disque de stationnement.

§3. Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement, au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé et, au plus tard, 2 heures après son arrivée si son utilisateur a placé un disque de stationnement en évidence derrière son pare-brise avant en cas d'horodateur défectueux.

§4. L'utilisateur supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

§5. Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance ne donne droit à aucune surveillance. L'administration communale ni l'Agence du stationnement ne peuvent être rendues responsables des faits de dégradations ou de vol du véhicule ou dans le véhicule.

§6. Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 9: Recouvrement

En cas de non respect d'une des dispositions énumérées dans ce règlement, une notification sera apposée sur la face externe du pare-brise ou, à défaut, sur la partie avant du véhicule par un agent contrôleur de la commune ou de l'Agence.

Un délai de maximum 5 jours ouvrables est prévu pour régler la notification.

A défaut de paiement intégral de la notification dans les temps, un premier rappel sans frais sera envoyé.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire des frais administratifs d'un montant de 15,00 € seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite, toujours en cas de non-paiement, l'Agence décide de la suite à réserver au dossier et des éventuelles poursuites à intenter contre le redevable de la redevance.

En cas de non paiement par le conducteur, le titulaire de l'inscription auprès du « Service de l'Immatriculation des véhicules » est tenu solidairement et indivisiblement responsable.

Article 10: Contestation

Après apposition de la redevance (notification), le conducteur dispose d'un délai d'un mois (30 jours) calendrier pour transmettre, par écrit, à l'Agence du stationnement, rue de l'Hôpital, 31 à 1000 Bruxelles ou via info@parking.brussels, toute contestation relative à la redevance. A défaut la redevance sera considérée comme incontestée et exigible.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 22 votes positifs, 2 votes négatifs, 8 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun.

Abstentions : Jean-Claude Englebert, Mariam El Hamidine, Jutta Buyse, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Magali Plovie, Alitia Angeli.

Parkeerbeleid - Retributie op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 3 mei 2016 en gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 19 september 2017 voor een termijn eindigend op 31/12/2019;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode);

Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op artikelen 2, 3, 4 en 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Ordonnantie van 20 juli 2016 houdende wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Overwegende dat het aangewezen is terug te keren naar het voorgaande stelsel voor wat betreft het uurtarief aan de parkeermeter en waarbij de onderbreking tijdens het middaguur opnieuw ingevoerd wordt;

BESLIST:

Vanaf 1 april 2018 het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg te wijzigen en de tekst als volgt goed te keuren:

Artikel 1: Toepassingsgebied

Het huidige reglement is van toepassing op alle gebruikers van een motorvoertuig met vier wielen en meer op de plaatsen en op de tijdstippen waarop dit parkeren toegelaten is, middels het correcte gebruik van parkeermeters of -automaten, zoals voorzien in het algemeen Politiereglement op het

wegverkeer (KB van 1 december 1975). De parkeerduur is beperkt overeenkomstig de gebruiksmodaliteiten vermeld op deze toestellen.

De betalende parkeergebieden worden ingedeeld in:

- rode zone: betalend voor iedereen
- groene zone: betalend, behalve voor de houders van een gemeentelijk abonnement of bewonerskaart, waarvan de toekenningsvoorwaarden vermeld zijn in artikelen 5, 6 en 7 van dit reglement.
- Gele zone: betalend voor iedereen behalve voor de aan de gang zijnde leveringen waarbij de deuren van het voertuig geopend en de sleutels uit het contact gehaald zijn.

De zones zijn als dusdanig gedefinieerd:

Rode zone:

Zone met een groot aantal handelszaken die de volgende straten omvat

- Jean-Baptiste Vanpéstraat
- Victor Rousseaulaan (tot aan de Denayerlaan aan de even kant, en tot aan de Monte Carlolaan aan de oneven kant)
- Brusselsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de Sint-Denijsstraat aan de even kant en de Barcelonastraat aan de oneven kant)
- Neerstalsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de André Baillonstraat)
- Hoogte Honderdplein

Groene zone:

Het hele gemeentelijke grondgebied buiten de rode zones, met inbegrip van de industriële zone.

Gele zone:

Alle leveringszones tijdens de leveringsuren aangeduid op de signalisatieborden nabij de betrokken leveringszone.

Artikel 2: Definities

Voor de toepassing van het huidige reglement gelden de volgende begrippen:

- Agentschap: Het Brussels Hoofdstedelijk Agentschap, zoals bepaald in Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende organisatie van het parkeerbeleid en oprichting van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- openbare weg: elke weg toegankelijk voor het verkeer op land bereikbaar voor elke weggebruiker (wegen, voetpaden of bermen, zowel gemeentelijk als gewestelijk, evenals gelijkgestelde plaatsen zoals parkings gelegen op de openbare weg, zoals voorzien in artikel 4§2 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten). De openbare weg is in parkeerzones opgedeeld (rood, groen of geel op de parkeermeter aangeduid), vermeld op de parkeermeters en op het gemeentelijk parkeerplan.

- parkeren: het stilstaan van een voertuig met 4 wielen en meer, langer dan de tijd nodig voor het in- en uitstappen van personen of het in- en uitladen van voorwerpen.

- gebruiker die de belasting is verschuldigd: de bestuurder van het voertuig of, indien hij niet geïdentificeerd is, de titularis van het inschrijvingsbewijs of de laatste gekende eigenaar van het motorvoertuig, evenals de personen die verantwoording moeten afleggen voor de daden van de gebruiker.

- voertuig onderworpen aan de belasting: voertuig van vier wielen en meer die rijdt en parkeert op de

openbare weg.

- parkeerbiljet: document, tevens "notificatie" genoemd, geplaatst door de controleur aan de buitenkant van de voorruit van het voertuig wanneer de tijdslimiet waarvoor de belasting betaald werd, is overschreden of in geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar ticket, parkeerschijf, -kaart of -abonnement geplaatst achter de voorruit.

- parkeerticket: document afgeleverd door de parkeermeter in overeenstemming met het huidige reglement. Het moet, in zijn originele vorm, op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig worden aangebracht.

- bewonerskaart: elektronische toelating afgeleverd door de gemeentelijke administratie in overeenstemming met het huidige reglement. De bewonerskaart geeft het recht aan alle bewoners van Vorst om vrij en gratis te parkeren in de ganse gemeente Vorst met uitzondering van de rode en gele zones. Het feit dat u houder bent van een parkeerdokument garandeert niet dat u een parkeerplaats ter beschikking heeft.

- abonnement: elektronische toelating afgeleverd door de gemeentelijke administratie in overeenstemming met het huidige reglement. Het abonnement geeft het recht aan de houder om vrij en gratis te parkeren in de ganse gemeente Vorst met uitzondering van de rode en gele zones. Het feit dat u houder bent van een parkeerdokument garandeert niet dat u een parkeerplaats ter beschikking heeft.

- huishouden: Een huishouden duidt het geheel van personen aan die dezelfde domicilie delen, zonder dat deze personen noodzakelijkerwijze verbonden zijn door familiebanden. Een huishouden kan uit een persoon bestaan.

- hoofdverblijfplaats: Een hoofdverblijfplaats is een woning die op reguliere wijze en voor het grootste deel van het jaar gebruikt wordt door één of meerdere personen die een huishouden vormen.

- tweede verblijfplaats: een tweede verblijfplaats op het gebied van de gemeente Vorst is een verblijfplaats waarvoor de eigenaar de gemeente belasting op de tweede verblijfplaats heeft betaald.

- gehandicapte persoon: houder van de speciale kaart bedoeld in artikel 27.4.1 of 27.4.3 van het besluit van 1^{ste} december 1975 "houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg" en afgeleverd conform het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

- beëdigde ambtenaar: gemeentelijk ambtenaar aangeduid door het college van Burgemeester en Schepenen om te waken over de toepassing van huidig belastingreglement.

- industriële zone: Deze zone omvat de volgende straten:

- Humaniteitslaan

- Bollinckxstraat

- Zijdeweverijstraat

- Lieutenant Lotinstraat

- Lusambostraat

- Kabouterstraat

- gedeelde voertuigen: gebruikssysteem van een voertuig zoals bepaald in artikel 2.50 van het koninklijk besluit van 1 december 2015 houdende algemene regelgeving op de politie over het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Artikel 3: Modaliteiten van toepassing in de gekleurde zones

Tenzij anders bepaald, is de belasting op het parkeren op de openbare weg van toepassing in de gekleurde zones *tussen 9u en 13u en tussen 14u en 18u*, alle dagen behalve op zon- en wettelijke feestdagen, volgens de tarieven en modaliteiten hieronder:

a) Uurtarieven

Het ticket moet zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden.

In de « rode » zone:

- *Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1.5 €*
- Indien de gebruiker echter slechts maximum een kwartier wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

In de « groene » zone:

- *Het uurtarief voor parkeren bedraagt 1 €*
- In deze zone zijn de houders van een gemeentelijke parkeerkaart of -abonnement vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter.
- Indien de gebruiker echter slechts maximum een kwartier wenst te parkeren, kan dit gratis gebeuren door het aanbrengen van het hiervoor bedoelde ticket uit de parkeermeter. Een opeenvolgend gebruik van gratis tickets voor hetzelfde voertuig is niet toegelaten.

In de « gele » zone:

- Parkeren is verboden in de gele zones gedurende de leveringsuren.
- Buiten de uren bestemd voor de leveringen is parkeren toegelaten en de gele zone wordt dan beschouwd als een groene zone.

b) Forfaitair tarief

In volgende gevallen wordt er steeds vanuit gegaan dat de gebruiker van een motorvoertuig voor betaling van een forfaitair tarief van 25 € of 100 € heeft gekozen:

- wanneer de tijdslimiet waarvoor de belasting betaald werd, vermeld op het parkeerticket, geplaatst achter de voorruit, op het ogenblik van het nazicht door een controleur is overschreden;
- in geval van afwezigheid van een geldig of leesbaar ticket, parkeerschijf, -kaart of -abonnement geplaatst achter de voorruit op het ogenblik van het nazicht door een controleur;
- in geval van niet-conformiteit van de bewonerskaart of van het abonnement.

Het reeds betaalde parkeerbedrag zal niet worden afgetrokken van het bedrag van het vervangende tarief.

Wanneer de gebruiker voor het forfaitaire systeem kiest, is het tarief als dusdanig:

§1. Voor de rode en groene zones:

- 25 € in de voormiddag (van 9u tot 13u).
- 25 € in de namiddag (van 14u tot 18u).

§2. Voor de gele zone:

- 100 € (van 9u tot 18u).

Artikel 4: Gemeenschappelijke bepalingen voor bewonerskaarten en abonnementen

§1. Alle parkeerkaarten en parkeerabonnementen worden afgeleverd door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§2. In de groene zones zijn de houders van een bewonerskaart of abonnement vrijgesteld van het gebruik van de parkeermeter of van het aanbrengen van een parkeerschijf. De bewonerskaarten en abonnementen zijn elektronisch. Er wordt geen enkele kaart noch abonnement in fysieke vorm uitgereikt. De parkeercontrole gebeurt op basis van de nummerplaat van het voertuig door middel van een geïnformatiseerd systeem.

§3. Voor de voertuigen die ingeschreven zijn in het buitenland, zijn enkel de individuele abonnementen van toepassing, behalve voor niet aan inschrijving in België onderworpen voertuigen gereguleerd door de Dienst voor Inschrijving van de Voertuigen.

§4. Voor de voertuigen van meer dan 3 ton mogen de houders van een parkeerkaart enkel parkeren in de industriële zone.

§5. De bewonerskaarten en abonnementen zijn geldig op het ganse grondgebied van de gemeente met uitzondering van de rode zones.

Voor de Vorstse straten die echter doorlopen tot buiten de gemeentegrens kan de houder van een bewonerskaart – die in één van deze straten gedomicilieerd is -, uitgereikt zowel door Vorst als door de aangrenzende gemeente, zijn voertuig parkeren - door gebruik te maken van zijn bewonerskaart - buiten het gemeentelijk grondgebied waarvoor de kaart werd uitgereikt en dit tot aan het eerstvolgende kruispunt op het grondgebied van de andere gemeente.

§6. De aanvrager moet het bewijs leveren dat het voertuig waarvoor de bewonerskaart of het abonnement wordt aangevraagd op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt, middels (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- zijn identiteitskaart
- in geval van verhuizing, het document van inschrijving of van adreswijziging naar de Gemeente Vorst
- de eigendomsakte of het huurcontract in het geval van tweede woning
- het inschrijvingsbewijs;
- een verzekeringsbewijs dat de aanvrager als gebruikelijke bestuurder vermeldt indien het voertuig is ingeschreven op naam van een andere persoon;
- voor de gebruikers van leasingwagens, een kopie van het officiële attest van de leasingmaatschappij met vermelding van de gegevens van de aanvrager;

De toekenning van de bewonerskaart of van het abonnement stelt de titularis niet vrij om zich met de inschrijving en de verzekering in orde te stellen.

§7. De titularis die zijn parkeerkaart of -abonnement wenst te verlengen, moet dit ter plaatse aanvragen bij het Parkeeragentschap voor het verstrijken van de geldigheidsduur, met vermelding van elke wijziging of nieuw element. Indien de aanvraag te laat gebeurt, moet de gebruiker de parkeermeter gebruiken tijdens de periode die niet door de kaart of het abonnement gedekt wordt. De kaart of het abonnement wordt nooit stilzwijgend noch retroactief verlengd.

§8. De geldigheid van bewonerskaarten en abonnementen stopt van rechtswege indien een van

volgende gebeurtenissen zich voordoet:

- wanneer de titularis niet meer tot de doelgroep behoort die het verkrijgen van de parkeerkaart of van het abonnement gerechtvaardigd heeft;
- wanneer de betrokken nummerplaat wordt ingetrokken;
- wanneer het gemeentebestuur een maatregel neemt die het document ongeldig maakt. In dit geval moet de titularis het document binnen de 8 dagen terugsturen.

§9. Iedere wijziging van voertuig of van het inschrijvingsnummer van het voertuig moet binnen de termijn van 8 dagen na die wijziging worden gemeld aan het Parkeeragentschap.

- In het geval van een definitieve wijziging dient het nieuwe inschrijvingsbewijs bij de aanvraag worden gevoegd.

- In het geval van een tijdelijke wijziging dient de aanvraag te worden vergezeld van het inschrijvingsbewijs van het vervangingsvoertuig evenals van een attest van de garage.

De twee eerste wijzigingen van het inschrijvingsnummer in de loop van hetzelfde jaar (op basis van de geldigheidsduur van de parkeerkaart) zijn gratis.

Parkeerbiljetten die tijdens de periode van 8 dagen op het nieuwe voertuig of het tijdelijke voertuig zouden worden geplaatst, zullen op aanvraag van de titularis van het voertuig worden geannuleerd. Indien de aangifte van verandering van voertuig na de termijn van 8 dagen plaatsvindt, zal geen enkel op het voertuig geplaatst parkeerbiljet geannuleerd kunnen worden.

§10. Geen enkele bewonerskaart of abonnement kan aanleiding geven tot een terugbetaling.

§11. Geen enkele bewonerskaart of abonnement kan aanleiding geven tot een overdracht naar een andere begunstigde die geen deel uitmaakt van het huishouden.

§12. Elke vaststelling van een valse verklaring inzake de aanvraag tot het verkrijgen van een bewonerskaart of van een gemeentelijk parkeerabonnement wordt bestraft met de annulering ervan en het niet terugbetalen van de prijs van de kaart.

Artikel 5: Gemeentelijke parkeerkaarten

a) Bewonerskaart

§1. De gemeentelijke parkeerkaart waarvan sprake in artikel 4 wordt op zijn vraag afgeleverd aan het huishouden, dat gedomicilieerd is te Vorst, en voor zover het gezinslid dat de bewonerskaart aanvraagt een voertuig bezit dat in orde is met de inschrijving en verzekeringen.

Het huishouden met een tweede verblijfplaats te Vorst wordt beschouwd als een bewoner van de gemeente indien de belasting op de tweede verblijfplaats betaald is en het betalingsbewijs gebracht is bij de kaartaanvraag.

§2. Tarief:

De eerste kaart van hetzelfde huishouden is een jaar geldig en kost 15€ per jaar.

De tweede kaart van hetzelfde huishouden is een jaar geldig en kost 50€ per jaar.

De derde kaart van hetzelfde huishouden is een jaar geldig en kost 200€ per jaar.

b) Tijdelijke bewonerskaart

§1. De tijdelijke bewonerskaart wordt uitgereikt aan elk huishouden uit Vorst dat er een aanvraag voor indient.

§2. De tijdelijke bewonerskaart is strikt persoonlijk. Ze mag niet overgedragen, noch doorverkocht

worden aan een derde. De houder van de kaart zal, hoofdelijk met de gebruiker, aansprakelijk gesteld worden voor eventueel misbruik. In geval van bewezen overdracht van de tijdelijke bewonerskaart aan een derde, zal de houder van de betrokken kaart het voordeel van de tijdelijke bewonerskaart verliezen.

§3. Tarieven:

- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren in het bezit van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 20 € voor een krediet van 250 uur.

Het bijkomende krediet voor de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 150 uur.

Na uitputting van de 400 jaarlijkse uren, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen. Er kan één enkele kaart van dit type uitgereikt worden.

- De tijdelijke bewonerskaart voor de Vorstenaren die niet in het bezit zijn van de bewonerskaart is een jaar geldig aan de prijs van 15 € voor een krediet van 350 uur.

Het bijkomende krediet voor de vervaldag is te koop aan de prijs van 30 € voor een krediet van 200 uur.

Na uitputting van de 550 jaarlijkse uren, zal het niet meer mogelijk zijn om dit type kaart te kopen.

Op aanvraag kan het bijkomende krediet toegekend worden in de vorm van een tweede fysieke kaart.

§4. De tickets verkregen via de tijdelijke bewonerskaart zijn enkel geldig in de groene zone.

§5. De geldigheidsduur van de tijdelijke bewonerskaart is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van uitreiking van de kaart. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.

§6. De aanvraag moet ingediend worden bij de parkeerdienst vergezeld van de volgende documenten:

- de kopie van de identiteitskaart van de aanvrager;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor de tijdelijke bewonerskaart;
- een volmacht in het geval dat de persoon die de kaart afhaalt niet de begunstigde van de kaart is.

§7. Verloren of gestolen kaarten kunnen vervangen worden aan de prijs van de herlading waaraan 5,00 € toegevoegd wordt en kunnen niet meer herladen worden.

Indien de verloren of gestolen kaart reeds herladen werd in de loop van het jaar, kan ze niet meer vervangen worden.

c) Kaart sportclub

§1. De sportclub kaart moet aangevraagd worden door de sportclub voor haar leden. Het aantal kaarten is beperkt tot het aantal niet-Vorstse leden.

§2. Tarief:

De sportclub kaart is geldig gedurende één jaar aan de prijs van 20 € voor een krediet van 200 uur.

§3. De geldigheidsduur van de sportclub kaart is beperkt tot één jaar. De geldigheid begint te lopen vanaf de datum van uitreiking van de kaart. De kredieten die overblijven aan het einde van het jaar kunnen niet overgedragen worden.

§4. De aanvraag moet, maximaal één keer per trimester, ingediend worden bij het Parkeeragentschap,

vergezeld van de volgende documenten:

- het bewijs dat het lid aangesloten is bij de sportclub;
- de kopie van de identiteitskaart van het lid;
- een attest met de identiteit van de verantwoordelijke die de abonnementen in ontvangst neemt;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier van de sportclub kaart.

§5. Verloren of gestolen kaarten zullen niet vervangen worden.

Artikel 6: Abonnementen

a. Abonnement voor Bedrijven en Zelfstandigen

§1. Onder bedrijf, dient verstaan elke rechtspersoon (privaatrechtelijke onderneming, openbare instelling) of natuurlijke persoon in de hoedanigheid van zelfstandige, die zijn activiteit op het grondgebied van de gemeente uitoefent.

§2. Het bedrijf dient bij voorkeur één jaarlijkse aanvraag in met vermelding van alle abonnementen die het wil bekomen. Daarna stelt het zelf zijn eigen voorwaarden vast voor de verdeling van de abonnementen aan het personeel.

§3. Het volgende tarief is van toepassing:

25€/maand, 50€/trimester of 150€/jaar, per abonnement.

§4. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- een attest dat een activiteit in de gemeente bewijst;
- de lijst van de betrokken nummerplaten;
- een kopie van de verzekerings- en inschrijvingsbewijzen van de voertuigen, die in voorkomend geval bevestigen dat de begunstigde van het abonnement de gebruikelijke bestuurder van het voertuig is;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier van abonnement.

§5. Het bedrijfsabonnement is geldig op het hele grondgebied van de gemeente, behalve in de rode en gele zones.

b. Abonnement voor bezoekende automobilisten

§1. Elke natuurlijke persoon kan een individueel abonnement, gekoppeld aan een enkel voertuig, verkrijgen tegen de prijs van 50€/maand, 100€/trimester of 300€/jaar.

§2. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- identiteitskaart;
- inschrijvingsbewijs van het voertuig;
- verzekeringsbewijs dat in voorkomend geval bevestigt dat de begunstigde van het abonnement de gebruikelijke bestuurder van het voertuig is;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier voor een abonnement.

§3. Het individuele abonnement is geldig op het hele grondgebied van de gemeente, behalve in de

rode en gele zones.

c. Abonnement onderwijzend personeel

§1. Komt in aanmerking het voltallige onderwijzende personeel van een schoolinstelling die gelegen is op het gemeentelijke grondgebied en die behoort tot een onderwijsnet waarvan de diploma's erkend worden door de overheid, met uitzondering van het onderwijzend personeel van het gemeentelijk onderwijs dat valt onder het arbeidsreglement van toepassing op het gemeentepersoneel.

§2. De schoolinstelling moet het bewijs leveren dat elke begunstigde van het abonnement deel uitmaakt van haar personeel.

§3. De school dient bij voorkeur één enkele jaarlijkse aanvraag in voor alle vereiste abonnementen en legt daarna haar eigen voorwaarden vast voor de verdeling van de abonnementen aan haar personeel.

§4. Het abonnement is geldig gedurende een jaar. Volgend tarief is van toepassing: 10 € per maand 15 € per trimester of 50 € per jaar.

§5. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd (niet-exhaustieve lijst - zie aanvraagformulier):

- een attest dat bewijst dat de school behoort tot een onderwijsnet waarvan de diploma's erkend worden door de overheid;
- de lijst van de betrokken nummerplaten;
- een kopie van de verzekerings- en inschrijvingsbewijzen van de voertuigen, die in voorkomend geval bevestigen dat de begunstigde van het abonnement de gebruikelijke bestuurder van het voertuig is;
- het behoorlijk ingevulde en ondertekende aanvraagformulier van abonnement.

§ 6. Het abonnement voor onderwijzend personeel is geldig op het hele gemeentelijke grondgebied met uitzondering van de rode en gele zones.

d. Parkeerkaart voor verleners van dringende medische zorgen

§1. Worden als "verlener van dringende medische zorgen" beschouwd: de personen die medische zorgen toedienen en die over een RIZIV-nummer beschikken, wanneer zij gestuurd zijn om onmiddellijk passende zorg te verlenen aan eenieder van wie de gezondheidstoestand, vanwege van een ongeval, een plotse ziekte of plotse complicatie van een ziekte, een dringende interventie vereist.

§2. De parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 200 €. Het bedrag en de geldigheidsduur kunnen niet worden opgesplitst.

§3. Het Agentschap bepaalt welke documenten moeten worden ingediend om deze kaart te verkrijgen. Deze documenten kunnen worden gedownload op de website van het Agentschap.

§4. De parkeerkaart voor verleners van dringende medische zorgen is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor zover ze op een zichtbare wijze achter de voorruit is geplaatst en vergezeld is van de mededeling "interventie bezig" en de parkeerschijf die het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

e. Parkeerkaart voor verleners van niet-dringende medische zorgen

§1. Worden als "verlener van niet-dringende medische zorgen" beschouwd: de personen die niet-dringende medische zorgen toedienen en de dierenartsen. Zij dienen verbonden te zijn aan een organisatie die erkend wordt door de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§2. De parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 75 €. Het bedrag en de geldigheidsduur kunnen niet worden opgesplitst.

§3. Het Agentschap bepaalt welke documenten moeten worden ingediend om deze kaart te verkrijgen. Deze documenten kunnen worden gedownload op de website van het Agentschap.

§4. De parkeerkaart voor verlener van dringende medische zorgen is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de rode en gele zones voor zover ze op een zichtbare wijze achter de voorruit is geplaatst en vergezeld is van de mededeling "interventie bezig" en de parkeerschijf die het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

f. Parkeerkaart "autodelen"

§1. Deze parkeerkaart is specifiek bestemd voor de exploitanten van motorvoertuigen toegewezen aan het erkende systeem voor autodelen zoals bepaald in artikel 2 "autodelen".

§2. De parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 5 € per voertuig per jaar. Het bedrag en de geldigheidsduur kunnen niet worden opgesplitst.

§3. De kaart is enkel geldig wanneer het voertuig wordt gebruikt door een klant die betaald heeft voor de dienstverlening van een gedeeld voertuig.

§4. De kaart "autodelen" is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve in rode en gele zones.

Artikel 7: Vrijstellingen

Parkeren in de rode zone is gratis voor elk voertuig dat een voorbehouden parkeerplaats heeft (parkeerplaats voor personen met een handicap, parkeerplaats voor taxi's, ...) die geregeld wordt door het verkeersreglement.

Parkeren in de groene en de rode zone is gratis voor gehandicapte personen.

Het statuut van de gehandicapte persoon wordt vastgesteld op het tijdstip van het parkeren door het zichtbaar plaatsen, achter de voorruit van het voertuig, van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

De vrijstelling is tevens geldig voor elke parkeerplaats voorbehouden voor gehandicapten in eender welke zone.

Artikel 8: Algemeen

§1. Het parkeren is geregeld volgens de modaliteiten en de voorwaarden opgenomen in huidig reglement evenals deze vermeld op de parkeermeters. De kaarten en abonnementen worden afgeleverd volgens de modaliteiten opgesomd in artikelen 5 en 6 van huidig reglement.

§2. Overeenkomstig artikel 27.3.1.2° van het koninklijk besluit van 1 december 1975, is elke bestuurder verplicht de parkeerschijf te gebruiken wanneer de parkeermeters in de buurt van de plaats

waar zijn voertuig geparkeerd staat, defect zijn, behalve indien de parkeermeter andere richtlijnen vermeld.

§3. Het voertuig moet uiterlijk bij het verstrijken van de toegestane parkeerduur de parkeerplaats verlaten hebben en, ten laatste 2 uur na zijn aankomst indien de gebruiker een parkeerschijf zichtbaar achter de voorruit heeft aangebracht in geval van defecte parkeermeter.

§4. De gebruiker draagt de gevolgen die zouden kunnen voortvloeien uit een onregelmatig gebruik van het toestel of uit de beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.

§5. Het parkeren van een gemotoriseerd voertuig op een parkeerplaats uitgerust met parkeermeters gebeurt op risico van de gebruiker of van de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven is. De betaling van de belasting houdt geen enkele vorm van bewaking in. Het gemeentebestuur noch het Parkeeragentschap kan verantwoordelijk gehouden worden voor beschadigingen of diefstal van of in het voertuig.

§6. De overtredingen tegen huidig reglement worden vastgesteld door beëdigde ambtenaars. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

Artikel 9: Invordering

In geval van niet-naleving van een van de bepalingen opgesomd in dit reglement, zal er door een controleagent van de gemeente of van het Agentschap een notificatie aangebracht worden op de buitenkant van de voorruit of, bij gebrek, op het voorste deel van het voertuig.

Er wordt een termijn van maximaal 5 werkdagen voorzien om de notificatie te betalen.

Bij niet volledige betaling van de notificatie binnen de termijn, zal een eerste kosteloze aanmaning worden gestuurd.

Indien een tweede aanmaning noodzakelijk blijkt, zullen er administratieve kosten voor een bedrag van 15,00 € worden gevorderd en ze zullen door de debiteur van de retributie worden gedragen.

Vervolgens en steeds in het geval van niet-betaling zal het dossier overgemaakt worden aan de gerechtsdeurwaarder voor invordering en zullen de kosten voor de gerechtsdeurwaarder worden geëist en worden gedragen door de schuldenaar.

Bij niet-betaling door de bestuurder, zal de gerechtigde van de inschrijving bij de “Dienst Inschrijving van Voertuigen” hoofdelijk en ondeelbaar verantwoordelijk worden geacht.

Artikel 10: Betwisting

Na het aanbrengen van de retributie (kennisgeving) beschikt de bestuurder over een termijn van één kalendermaand (30 dagen) om iedere betwisting met betrekking tot de retributie over te maken aan het Parkeeragentschap, Gasthuisstraat 31 te 1000 Brussel of via info@parking.brussels. Zo niet zal de retributie beschouwd worden als onbetwist en invorderbaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun.

Onthoudingen : Jean-Claude Englebert, Mariam El Hamidine, Jutta Buyse, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Magali Plovie, Alitia Angeli.

Le groupe MR se réjouit des modifications proposées. Monsieur Borcy dit que le groupe votera massivement pour.

Monsieur Englebert explique que sur le fond de la délibération, il y a deux modifications. La première est la réinstauration de la gratuité d'une heure pendant l'heure du midi (de 13 à 14 heures), la deuxième est la suppression du tarif progressif pour les visiteurs.

La gratuité sur l'ensemble du territoire pour les personnes porteuses d'handicap reste maintenue. Il précise aussi que les dernières modifications avaient été faites pour se conformer aux dispositions de l'ordonnance régionale, mais on a constaté que d'autres communes maintenaient des régimes d'exceptions, alors que Parking Brussels nous avait dit que les exceptions n'étaient pas autorisées vu leur mode de fonctionnement. Nous avons donc eu l'impression « d'avoir été menés en bateau ».

La progressivité des tarifs est pour les Ecologistes un moyen pour mieux réguler le stationnement et la circulation. Sa suppression est plus une mesure politique. Le groupe Ecolo est d'accord sur le principe de reprendre plus d'autonomie par rapport à parking Brussels et sur la réinstauration d'une heure gratuite pendant l'heure du midi, mais à cause de la suppression de la progressivité des tarifs, le groupe Ecolo s'abstiendra sur ce point.

Monsieur Hacken dit que le groupe cdH votera comme d'habitude contre le point car il ne changera pas d'avis : Il n'est pas nécessaire de mettre tout le territoire de la commune en zone payante, l'instauration de zones bleues est plus que nécessaire.

De groep MR is heel tevreden met de voorgestelde wijzigingen. De heer Borcy zegt dat de groep volmondig vóór gaat stemmen.

De heer Englebert legt uit dat er twee wijzigingen zijn voorgesteld. De eerste is het herinvoeren van een uur gratis parkeren tijdens de middag (van 13 tot 14 uur), de tweede is de afschaffing van het progressief tarief voor de bezoekers. Het gratis parkeren op gans het grondgebied voor mensen met een beperking blijft behouden.

Hij preciseert ook dat de laatste wijzigingen werden aangebracht om zich te conformeren aan de Gewestelijke ordonnantie, maar we hebben ondervonden dat veel andere gemeenten uitzonderingen in hun reglement hadden behouden, ondanks het feit dat Parking Brussels ons had gezegd dat uitzonderingen niet toegelaten waren in hun functioneringsmethode. We hebben dus de indruk dat men ons in de maling heeft genomen.

Het progressief tarief is voor Ecolo een middel om het parkeren en het verkeer beter te kunnen regelen. De afschaffing van het progressief tarief is dus een politieke maatregel. De groep Ecolo is akkoord om meer autonomie tegenover Brussels Parking in te winnen en met de herinvoering van een uur gratis parkeren tijdens de middag, maar omdat het progressief tarief wordt afgeschaft, zal de groep Ecolo zich onthouden voor dit punt.

De heer Hacken zegt dat de groep cdH zoals gewoonlijk tegen zal stemmen want ze zal haar mening niet wijzigen. : Het is niet nodig om het betalend parkeren in te voeren op het gans grondgebied, het invoeren van blauwe zones is meer dan noodzakelijk.

Eau - Water

- 3 **Eau – Approbation de la convention établie entre la Commune de Forest et La Fonderie relative au partage et à la mise en ligne des données d’archives dans le cadre de la constitution du Fonds Documentaire sur la gestion de l’eau en région de Bruxelles-Capitale.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, et particulièrement les articles 117 et 119 ;

Considérant la constitution d’un fonds documentaire entrepris par Hydrobru en partenariat avec la Fonderie, destiné à retracer l’origine et l’évolution de la distribution d’eau potable, de l’égouttage des eaux usées et de la gestion de la lutte contre les inondations en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant l’appel à collecte par la Fonderie, de document pour constituer le Fonds Documentaire sur la gestion de l’eau en région de Bruxelles-Capitale;

Considérant le travail de sélection et classement des archives communales relatives aux anciens cours d’eau et au réseau d’égouttage, effectué par trois bénévoles depuis plusieurs années ; qu’il est donc possible de fournir ces données sans travail supplémentaire pour l’administration;

Considérant le projet de convention de partenariat avec La Fonderie, association sans but lucratif, Centre d’histoire économique et sociale de la région bruxelloise, Musée bruxellois de l’industrie et du travail, dont le siège social est établi à 27, rue Ransfort, 1080 Bruxelles, visant le partage et la mise en ligne des données ci-joint;

DECIDE,

Art. 1: D’approuver le partage et la mise en ligne des données des archives communales relatives aux anciens cours d’eau et au réseau d’égouttage forestois ;

Art. 2 : D’approuver les termes de la convention établie entre La Fonderie et la Commune de Forest jointe en annexe ;

Art. 3 : De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Water – Goedkeuring van de overeenkomst opgesteld tussen de Gemeente Vorst en La Fonderie betreffende het delen en het online plaatsen van archiefgegevens in het kader van de oprichting van het Documentatiefonds over het waterbeheer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikelen 117 en 119;

Overwegende de oprichting van een documentatiefonds door Hydrobru in samenwerking met La Fonderie, bestemd om de oorsprong en de evolutie van de drinkwaterdistributie, van de afvalwaterafvoer en van het beheer van de strijd tegen de overstromingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in beeld te brengen;

Overwegende de oproep tot inzameling door La Fonderie van documenten om het Documentatiefonds over het waterbeheer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te leggen;

Overwegende de selectie en de klassering van de gemeentelijke archieven betreffende de oude waterlopen en het rioleringsnet, sinds meerdere jaren uitgevoerd door drie vrijwilligers; dat het dus mogelijk is om deze gegevens over te maken zonder bijkomend werk voor het bestuur;

Overwegende het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst met La Fonderie, vereniging zonder winstoogmerk, Centrum voor economische en sociale geschiedenis van het Brusselse Gewest, Brussels Museum voor Arbeid en Industrie, met maatschappelijke zetel gevestigd Ransfortstraat, 27 te 1080 Brussel, met het oog op het delen en het online plaatsen van de hierbijgevoegde gegevens;

BESLIST,

Art. 1: Het delen en het online plaatsen van de gemeentelijke archiefgegevens betreffende de oude waterlopen en het rioleringsnet in Vorst goed te keuren;

Art. 2: De voorwaarden van de overeenkomst opgesteld tussen La Fonderie en de Gemeente Vorst, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

Art. 3: Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Propreté publique - Openbare netheid

4 Propreté publique - Achat de matériel informatique – Caméras temporaires avec fixation sur poteaux – Revu de sa décision du 19/12/2017.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 19/12/2017 :

- De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique dont le paiement des fournitures sera établi sur production de facture de la firme Irisnet ;

et

- D'inscrire la dépense de 19.960,00 € (TVAC) à l'article 139/744-98/15 du service extraordinaire du budget 2017 pour acquisition de matériel au CIRB ;

Considérant qu'il manque à cette décision, la mention que la dépense sera financée par un emprunt ;

DECIDE,

De revoir sa décision du 19/12/2017 ;

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique (Système de caméra temporaire + batteries 1000AH, Montage Poteau + 2 caméra fixes 4Mp pour la somme de 16.491,00 € + TVA soit 19.954,11€) dont le paiement des fournitures sera établi sur production de facture de la firme Irisnet ;

D'inscrire la dépense de 19.960,00 € (TVAC) à l'article 139/744-98/15 du service extraordinaire du budget 2017 pour acquisition de matériel au CIRB et de la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbare netheid - Aankoop van informaticamateriaal – Tijdelijke camera's met bevestiging op paal – Herziening van zijn beslissing van 19/12/2017.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 19/12/2017 herzien om:

- Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de factuur van de firma Irisnet;

en

- De uitgave van 19.960,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/744-98/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2017 voor de aankoop van materiaal bij het CIBG;

Overwegende dat bij deze beslissing de vermelding ontbreekt dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening;

BESLIST,

Zijn beslissing van 19/12/2017 te herzien;

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal (Systeem van tijdelijke camera + batterijen 1000AH, Montage op paal + 2 vaste camera's 4Mp voor het bedrag van 16.491,00 € + BTW hetzij 19.954,11€) waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de factuur van de firma Irisnet;

De uitgave van 19.960,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/744-98/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2017 voor de aankoop van materiaal bij het CIBG en ze te financieren door

een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

5 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'achat de véhicules pour l' « Etat civil » et pour les « Sanctions administratives communales »;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 décembre 2017 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2017-F-068 – Véhicules 2017 (2 lots : Véhicule « Etat civil » et Véhicule « sanctions administratives communales »)»,:

- Lot 1: Véhicule « Etat civil » 16.000 TVAC

- Lot 2: Véhicule « Sanctions administratives communales » 17.500,00 TVAC

Le montant total estimé s'élevant à 33.500,00 €, 21% TVA comprise, inscrit aux l'articles 104/743-52/11 et 104/743-52/81 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de travaux préliminaires pour l'école néerlandophone De Puzzel ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 décembre 2017 faisant choix de la

procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2017-T-048 – Travaux préliminaires pour l'école néerlandophone De Puzzel» le montant estimé s'élevant 7.500,00 €, TVA comprise, inscrit à l'article 7202/722-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'analyse de risques et étude technique de paratonnerre (2 lots);

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 décembre 2017 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2017-s-041bis - Analyse de risques et étude technique de paratonnerre (2 lots)» ; le lot 1 (Hôtel communal) estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, TVA comprise, le lot 2 (Abbaye de Forest) estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, TVA comprise. Le montant total estimé s'élevant 20.000,00 €, TVA comprise, inscrit aux articles de dépense 104/723-60/03 (lot 1) et 773/724-60/03 (lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et subsidié en partie par la Direction des Monuments et Sites (Lot 1 : 4.665,76 €, Lot 2 : 4.607,68 €) et inscrit aux articles des recette 104/663-51/03 (Lot 1) et 773/663-51/03 (Lot 2), le solde étant financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 décembre 2017 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2017-F-068 – Véhicules 2017 (2 lots : Véhicule « Etat civil » et Véhicule « sanctions administratives communales »)»:

- Lot 1: Véhicule « Etat civil » 16.000 TVAC

- Lot 2: Véhicule « Sanctions administratives communales » 17.500,00 TVAC

Le montant total estimé s'élevant à 27.685,95 €, hors TVA ou 33.500,00 €, 21% TVA comprise, inscrit aux l'articles 104/743-52/11 et 104/743-52/81 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt;

2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 décembre 2017 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2017-T-048 – Travaux préliminaires pour l'école néerlandophone DE Puzzel» le montant estimé s'élevant 7.500,00 €, TVA comprise, inscrit à l'article 7202/722-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt;

3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 décembre 2017 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2017-s-041bis - Analyse de risques et étude technique de paratonnerre (2 lots)» ; le lot 1 (Hôtel communal) estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, TVA comprise, le lot 2 (Abbaye de Forest) estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, TVA comprise. Le montant total estimé s'élevant 20.000,00 €, TVA comprise, inscrit aux articles de dépense 104/723-60/03 (lot 1) et 773/724-60/03 (lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et subsidié en partie par la Direction des Monuments et Sites (Lot 1 : 4.665,76 €, Lot 2 : 4.607,68 €) et inscrit aux articles des recette 104/663-51/03 (Lot 1) et 773/663-51/03 (Lot 2), le solde étant financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de

lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de aankoop van voertuigen voor de « Burgerlijke stand » en voor de « Gemeentelijke administratieve sancties »;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 21 december 2017 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2017-F-068 – Voertuigen 2017 (2 percelen: Voertuig « Burgerlijke stand » en Voertuig « Gemeentelijke administratieve sancties »)»;

- Perceel 1: Voertuig « Burgerlijke stand » 16.000,00 € BTW inbegrepen,

- Perceel 2: Voertuig « Gemeentelijke administratieve sancties » 17.500,00 € BTW inbegrepen.

De totale raming bedraagt 33.500,00 €, 21% BTW inbegrepen, ingeschreven op artikelen 104/743-52/11 en 104/743-52/81 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht van voorbereidende werken dient te worden afgesloten voor de Nederlandstalige school De Puzzel;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 21 december 2017 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2017-T-048 – Voorbereidende werken voor de Nederlandstalige school De Puzzel»; de raming bedraagt 7.500,00 €, BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 7202/722-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht voor de risicoanalyse en technische studie van bliksemafleiders dient te worden afgesloten (2 percelen);

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 21 december 2017 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2017-s-041bis - Risicoanalyse en technische studie van bliksemafleiders (2 percelen)»; perceel 1 (Gemeentehuis) geraamd op 8.246,46 € excl. BTW of 10.000,00 €, BTW inbegrepen en perceel 2 (Abdij van Vorst) geraamd op 8.246,46 € excl. BTW of 10.000,00 €, BTW inbegrepen. Het totale bedrag wordt geraamd op 20.000,00 €, BTW inbegrepen, en ingeschreven op artikelen van uitgave 104/723-60/03 (perceel 1)

en 773/724-60/03 (perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en gedeeltelijk gesubsidieerd door de Directie Monumenten en Landschappen (Perceel 1: 4.665,76 €, Perceel 2: 4.607,68 €) en ingeschreven op artikelen van ontvangst 104/663-51/03 (Perceel 1) en 773/663-51/03 (Perceel 2), waarbij het saldo gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 21 december 2017 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2017-F-068 – Voertuigen 2017 (2 percelen: Voertuig « Burgerlijke stand » en Voertuig « Gemeentelijke administratieve sancties »)»:
 - Perceel 1: Voertuig « Burgerlijke stand » 16.000,00 € BTW inbegrepen,
 - Perceel 2: Voertuig « Gemeentelijke administratieve sancties » 17.500,00 € BTW inbegrepen.De totale raming bedraagt 33.500,00 €, 21% BTW inbegrepen, ingeschreven op artikelen 104/743-52/11 en 104/743-52/81 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en gefinancierd door een lening;
2. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 21 december 2017 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2017-T-048 – Voorbereidende werken voor de Nederlandstalige school De Puzzel»; de raming bedraagt 7.500,00 €, BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 7202/722-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en gefinancierd door een lening;
3. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 21 december 2017 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « 2017-s-041bis - Risicoanalyse en technische studie van bliksemafleiders (2 percelen)»; perceel 1 (Gemeentehuis) geraamd op 8.246,46 € excl. BTW of 10.000,00 €, BTW inbegrepen en perceel 2 (Abdij van Vorst) geraamd op 8.246,46 € excl. BTW of 10.000,00 €, BTW inbegrepen. Het totale bedrag wordt geraamd op 20.000,00 €, BTW inbegrepen, en ingeschreven op artikelen van uitgave 104/723-60/03 (perceel 1) en 773/724-60/03 (perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en gedeeltelijk gesubsidieerd door de Directie Monumenten en Landschappen (Perceel 1: 4.665,76 €, Perceel 2: 4.607,68 €) en ingeschreven op artikelen van ontvangst 104/663-51/03 (Perceel 1) en 773/663-51/03 (Perceel 2), waarbij het saldo gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu le cahier des charges N° 2016-T-016 relatif au marché "Rénovation de la toiture du stade Bertelson" établi par le Service Travaux Publics ;

Vu la décision du conseil communal du 5 juillet 2016 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée directe avec publicité) de ce marché ;

Considérant que le mode de financement prévu lors de la passation du marché était un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux à hauteur de 60% du montant des travaux TVAC, le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

Considérant que la conclusion du marché était soumise à l'obtention de l'accord ferme du pouvoir subsidiant ;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux daté du 28/07/2017 accordant un taux de subvention de 50% (plus 7% de forfait pour frais généraux) du montant des travaux TVAC ;

Considérant qu'il convient dès lors de revoir le mode de financement par un subside à hauteur de 57 % du montant des travaux, le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune;

DECIDE:

De revoir le mode de financement par un subside à hauteur de 57 % du montant des travaux, le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

**Overheidsopdrachten – 2016-T-016 - Renovatie van het dak van het Bertelson stadion -
Herziening van de financieringswijze – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de

gemeenteraad;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1^o d (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 600.000,00 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2016-T-016 betreffende de opdracht "Renovatie van het dak van het Bertelson stadion", opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 5 juli 2016 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van het geraamde bedrag en van de gunningsprocedure (vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking) van deze opdracht;

Overwegende dat de financieringswijze voorzien tijdens de gunning van de opdracht een subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen ten belope van 60% van het bedrag van de werkzaamheden incl. BTW was, waarbij het overblijvende saldo gefinancierd werd door een lening ten laste van de gemeente;

Overwegende dat de sluiting van de opdracht onderworpen was aan het verkrijgen van het definitieve akkoord van de subsidiërende overheid;

Gelet op het schrijven van Brussel Plaatselijke Besturen van 28/07/2017, waarin een subsidiepercentage van 50% (plus een forfait van 7% voor algemene kosten) van het bedrag van de werkzaamheden incl. BTW werd toegekend;

Overwegende dat de financieringswijze bijgevolg dient te worden herzien door een subsidie ten belope van 57 % van het bedrag van de werkzaamheden, waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST:

De financieringswijze te herzien door een subsidie ten belope van 57 % van het bedrag van de werkzaamheden, waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

l'estimation – Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 135.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 23 novembre 2017 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) de ce marché ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 113.207,54 € hors TVA ou 120.000,00 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 décembre 2017 de revoir l'estimation du marché, de la porter à 130.000,00 € TTC et d'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 21 décembre 2017 ;

De revoir l'estimation du marché, de la porter à 130.000,00 € TTC et d'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et de la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2017-T-019 – School 9: herinrichting van de speelplaats – Herziening van de raming – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o a (de goed te keuren uitgave excl. BTW is lager dan de drempel van 135.000,00 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 november 2017 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de gunningswijze (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking) van deze opdracht;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 113.207,54 € excl. BTW of 120.000 €, 6% BTW inbegrepen bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 december 2017 om de raming van de opdracht te herzien, deze te verhogen naar 130.000,00 €, alle taksen inbegrepen, en de uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21 december 2017;

Om de raming van de opdracht te herzien, deze te verhogen naar 130.000,00 €, alle taksen inbegrepen, en de uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en ze te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Instruction publique - Openbaar onderwijs

8 Instruction publique - Ecole communale Arc-en-ciel - Restructuration.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, dite loi

du « Pacte scolaire » ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, tel que modifié ;

Considérant que la commune de Forest, agissant en tant que Pouvoir organisateur de l'enseignement communal, dispose encore d'un matricule école dans le cadre des dispositions fixant le nombre d'écoles au 30 juin 1984 ;

Vu sa décision du 16 décembre 2014 de créer, dans le cadre du Plan Nollet (circulaire ministérielle 4664 du 18/12/2013), une nouvelle implantation sur le site du Bempt (FASE 10345), rattachée à l'école Arc-en-ciel (FASE 254) ;

Vu sa décision du 13 septembre 2016 signifiant la volonté du Pouvoir organisateur de créer sur le même site du Bempt une école à part entière en sollicitant les subventions du Fonds des bâtiments scolaires ;

Considérant que le nombre actuel d'élèves de l'implantation du Bempt s'élève à 107 (comptage du 15 janvier 2018) ;

Considérant que les élèves inscrits lors de la création de cette implantation en septembre 2015 débiteront leur 1^{ère} année primaire à la rentrée 2018-2019 ;

DECIDE :

Dans l'attente de la construction d'une nouvelle école communale francophone sur le site du Bempt, de solliciter auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour la rentrée 2018-2019, la réactivation d'un matricule école et la suppression du matricule implantation de l'actuelle implantation du Bempt (FASE 10345), rattachée à l'école Arc-en-ciel (FASE 254).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Gemeenteschool Arc-en-ciel – Herstructurering.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, de zogenaamde « Schoolpactwet »;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de gemeente Vorst, handelend in de hoedanigheid van Inrichtende macht van het gemeentelijk onderwijs, nog over een inschrijvingsnummer school beschikt in het kader van de bepalingen tot vaststelling van het aantal scholen op 30 juni 1984;

Gelet op zijn beslissing van 16 december 2014 om, in het kader van het Plan Nollet (ministeriële omzendbrief 4664 van 18/12/2013), een nieuwe vestiging op te richten op de site van de Bempt (FASE 10345), verbonden aan de school Arc-en-ciel (FASE 254);

Gelet op zijn beslissing van 13 september 2016 tot kennisgeving van de wens van de Inrichtende

macht om op dezelfde site van de Bempt een volwaardige school op te richten waarbij subsidies worden gevraagd aan het Fonds voor schoolgebouwen;

Overwegende dat de vestiging van de Bempt momenteel 107 leerlingen telt (telling van 15 januari 2018);

Overwegende dat de leerlingen ingeschreven op het ogenblik van de oprichting van deze vestiging in september 2015 hun 1^{ste} jaar lager onderwijs zullen aanvragen bij de start van het schooljaar 2018-2019;

BESLIST:

In afwachting van de bouw van een nieuwe Franstalige gemeenteschool op de site van de Bempt, aan de Franse Gemeenschap voor de start van het schooljaar 2018-2019 de reactivering van een inschrijvingsnummer school en de afschaffing van een inschrijvingsnummer vestiging van de huidige vestiging op de Bempt (FASE 10345), verbonden aan de school Arc-en-ciel (FASE 254) te vragen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Monsieur Hacken veut savoir si on va créer une école supplémentaire.

Madame Père répond qu'il y aura bientôt suffisamment d'élèves à l'école du Bempt pour en faire une école à part entière avec une nouvelle direction.

De heer Hacken wil weten of met een nieuwe school gaat creëren.

Mevrouw Père antwoordt dat er weldra voldoende leerlingen zullen zijn in de school "Bempt" om er een zelfstandige school van te maken. Er komt een nieuwe directie bij.

9 **Instruction publique – Organisation d'une semaine de la démocratie et de la citoyenneté pour les écoles communales francophones – Présentation des expositions « Triangle Rouge » et « Mon ami Paco » dans le cadre des Territoires de la Mémoire – Approbation des conventions de partenariats.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 13 septembre 2016 approuvant la convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'asbl « Les Territoires de la Mémoire » qui a pour objet social « *de sensibiliser aux dangers du racisme, de la xénophobie et de la résurgence des idées qui menacent nos libertés, de faire prendre conscience des excès auxquels peuvent aboutir les exclusions, de favoriser un consensus démocratique et la construction d'une société juste, progressiste et fraternelle* » ;

Considérant que l'asbl « Les Territoires de la Mémoire » est un centre d'éducation à la Résistance et à la Citoyenneté qui s'oppose à tous les extrémismes et à la montée des idées d'extrême droite en

particulier ;

Considérant que sous l'impulsion de l'échevine de l'Instruction publique une semaine de la démocratie et de la citoyenneté sera organisée du 19 mars au 23 mars 2018 en partenariat avec l'asbl « Les Territoires de la Mémoire » ;

Considérant que deux expositions à savoir l'exposition « Triangle Rouge » et l'exposition « Mon ami Paco » seront présentées au BRASS durant cette semaine ;

Considérant que l'exposition « Triangle Rouge » s'adresse aux élèves du cycle 10-12 et se veut être une exposition qui encourage de façon didactique une attitude de vigilance citoyenne et responsable. Elle s'organise en 4 espaces (la montée des fascismes, la résistance à l'occupant, l'univers concentrationnaire, le devoir de vigilance). En parcourant ces 4 espaces, l'élève découvre la vie d'un personnage représenté par une silhouette rouge. Il s'agit d'un journaliste qui a assisté à de nombreux événements du 20^{ème} siècle, événements majeurs de notre histoire ;

Considérant que l'exposition « Mon ami Paco » s'adresse aux élèves du cycle 8-10 et aborde de manière artistique l'enfermement arbitraire des personnes migrantes. Vingt-six illustrations de linogravure (technique de gravure sur linoléum) permettent aux élèves de suivre l'histoire de Paco, un enfant demandeur d'asile ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les deux conventions de partenariat entre l'asbl « Les Territoires de la Mémoire » et la Commune de Forest pour la mise à disposition de l'exposition « Triangle Rouge » et l'exposition « Mon ami Paco » durant la période qui se déroule entre le 16 mars 2018 et le 29 mars 2018 ;

Considérant que la dépense pour la mise à disposition de l'exposition « Triangle Rouge » et de l'exposition « Mon ami Paco » est estimée à 1160 euros et qu'un crédit de 2.500,00 euros est prévu à l'article budgétaire 7201/123-48 /16 dont le libellé est « *autres frais administratifs* » du service ordinaire du budget 2018 ;

DECIDE :

D'approuver les deux conventions de partenariat entre l'asbl « Les Territoires de la Mémoire » et la Commune de Forest pour la mise à disposition de l'exposition « Triangle Rouge » et l'exposition « Mon ami Paco » durant la période qui se déroule entre le 16 mars 2018 et le 29 mars 2018 ;

D'imputer la dépense de 1160 euros à l'article budgétaire 7201/123-48 /16 dont le libellé est « *autres frais administratifs* » pour lequel un montant de 2.500 euros est prévu à l'exercice ordinaire du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Organisatie van een week van de democratie en van de burgerzin voor de Franstalige gemeentescholen – Voorstelling van de tentoonstellingen « Triangle Rouge » en « Mon ami Paco » in het kader van Les Territoires de la Mémoire – Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 13 september 2016 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw « Les Territoires de la Mémoire » die als sociaal doel heeft « *om te sensibiliseren voor de gevaren van racisme, van xenofobie en van de heropkomst van ideeën die onze vrijheden bedreigen, om mensen bewust te maken van de buitensporigheden waartoe uitsluitingen kunnen leiden, om een democratische consensus en de opbouw van een juiste, vooruitstrevende en broederlijke maatschappij te bevorderen* »;

Overwegende dat de vzw « Les Territoires de la Mémoire » een opvoedingscentrum is voor Verzet en Burgerschap dat gekant is tegen elke vorm van extremisme en tegen de opkomst van extreem rechtse ideeën in het bijzonder;

Overwegende dat er onder de impuls van de schepen van Openbaar onderwijs een week van de democratie en van de burgerzin georganiseerd zal worden van 19 maart tot 23 maart 2018 in samenwerking met de vzw « Les Territoires de la Mémoire »;

Overwegende dat er gedurende die week twee tentoonstellingen, namelijk de tentoonstelling « Triangle Rouge » en de tentoonstelling « Mon ami Paco » voorgesteld zullen worden in BRASS;

Overwegende dat de tentoonstelling « Triangle Rouge » gericht is op leerlingen van de cyclus 10-12 en staat voor een tentoonstelling die op didactische wijze een houding van burgerlijke en verantwoordelijke waakzaamheid aanmoedigt. Ze vindt plaats in 4 ruimten (de opkomst van het fascisme, het verzet tegen de bezetter, de diepte der kampen, de plicht tot waakzaamheid). Bij het doorlopen van deze 4 ruimten, maakt de leerling kennis met een personage dat voorgesteld wordt door een rode silhouet. Het gaat om een journalist die talrijke gebeurtenissen uit de 20^{ste} eeuw heeft bijgewoond, belangrijke gebeurtenissen in onze geschiedenis;

Overwegende dat de tentoonstelling « Mon ami Paco » gericht is op leerlingen van de cyclus 8-10 en op artistieke wijze de willekeurige opsluiting van migranten ter sprake brengt. Zesentwintig illustraties van linogravure (techniek van gravure op linoleum) stellen de leerlingen in staat het verhaal van Paco, een kind asielzoeker, te volgen;

Overwegende dat de twee samenwerkingsovereenkomsten tussen de vzw « Les Territoires de la Mémoire » en de Gemeente Vorst voor de terbeschikkingstelling van de tentoonstelling « Triangle Rouge » en de tentoonstelling « Mon ami Paco » tijdens de periode die loopt van 16 maart 2018 tot 29 maart 2018 goedgekeurd moeten worden;

Overwegende dat de uitgave voor de terbeschikkingstelling van de tentoonstelling « Triangle Rouge » en van de tentoonstelling « Mon ami Paco » geraamd wordt op 1.160 euro en dat er een krediet van 2.500,00 euro voorzien is op begrotingsartikel 7201/123-48/16 met als benaming « *andere administratieve kosten* » van de gewone dienst van de begroting 2018;

BESLIST:

De twee samenwerkingsovereenkomsten tussen de vzw « Les Territoires de la Mémoire » en de Gemeente Vorst voor de terbeschikkingstelling van de tentoonstelling « Triangle Rouge » en de tentoonstelling « Mon ami Paco » tijdens de periode die loopt van 16 maart 2018 tot 29 maart 2018 goed te keuren;

De uitgave van 1.160 euro in te schrijven op begrotingsartikel 7201/123-48/16 met als benaming « *andere administratieve kosten* » waarvoor een bedrag van 2.500 euro voorzien is op de gewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Petite enfance - Kinderopvang

10 Petite enfance – Adoption d’un projet pédagogique commun à tous les milieux d’accueil.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant sur la réglementation générale des milieux d'accueil, en particulier l'article 44 §1er portant sur l'obligation de présenter une proposition reprenant les lignes directrices du projet pédagogique d'accueil conforme au code de qualité lors de la demande d'autorisation d'un milieu d'accueil ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu le souhait des équipes de direction des milieux d'accueil, du service et de l'échevinat de la petite enfance de mutualiser les avancées psychopédagogiques de chaque structure, sous la forme de l'établissement d'un projet pédagogique commun ;

Considérant que ce projet définit la nature et les raisons des lignes directrices des choix méthodologiques communs à tous les milieux d'accueil ;

Considérant que la spécificité de chaque milieu d'accueil sera conservée par l'établissement d'un complément à ce projet précisant la mise en œuvre concrète des choix opérés ;

Considérant que cet outil permettra de soutenir et d'alimenter les réflexions du terrain ;

Considérant l'accord des coordinatrices accueil de l'O.N.E., Mesdames de Brouwer et Daumerie, et de la conseillère psychopédagogique de l'O.N.E., Madame Pereira ;

DECIDE :

D'adopter le projet pédagogique commun aux milieux d'accueil de la petite enfance joint en annexe, et de fixer la date d'entrée en vigueur au 1er janvier 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Kinderopvang – Goedkeuring van een pedagogische project dat gemeenschappelijk is aan alle opvangvoorzieningen.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, in het bijzonder artikel 44 §1 houdende de verplichting om een voorstel voor te leggen waarin de hoofdlijnen van het opvangproject worden vermeld, conform de voorschriften voor een degelijke opvang op het ogenblik van de aanvraag tot machtiging van de opvangvoorziening ;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3 en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven, die uitgevoerd werden om te streven naar de doelstellingen vastgesteld door de O.N.E., evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest ;

Gelet op de wens van de directieteams van de opvangvoorzieningen, van de dienst en van het schepenamtb bevoegd voor kinderopvang om de psychopedagogische vorderingen van elke structuur te delen, in de vorm van de opmaak van een gemeenschappelijk pedagogisch project ;

Overwegende dat dit project de aard en de redenen van de richtlijnen van de methodologische keuzes die gemeenschappelijk zijn aan alle opvangvoorzieningen vastlegt ;

Overwegende dat de eigenheid van elke opvangvoorziening behouden zal blijven door de opmaak van een aanvulling op dit project waarin de concrete uitvoering van de gemaakte keuzes verduidelijkt wordt ;

Overwegende dat dit instrument de denkoefeningen op het terrein zal ondersteunen en voeden ;

Overwegende het akkoord van de opvangcoördinatrices van de O.N.E., mevrouwen de Brouwer en Daumerie, en van de psychopedagogische adviseur van de O.N.E., mevrouw Pereira ;

BESLIST :

Het pedagogische project dat gemeenschappelijk is aan de voorzieningen voor kinderopvang, opgenomen in bijlage, aan te nemen en de datum van inwerkingtreding vast te stellen op 1 januari 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN SOCIALE COHESIE

Cohésion sociale / PIC / PGV - Sociale cohesie / PIS / GSB / IFMB

11 Cohésion sociale - Politique des grandes villes – Avenant n°2 à la convention cadre Politique de la

Ville phasing out 2017 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal et du collège des Bourgmestre et Echevins et de ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2017 approuvant l'avenant à la convention cadre « Politique de la ville 2017 »

Vu la demande de glissement des frais de fonctionnement vers les frais d'investissement introduite par l'Asbl « Entraide et Culture » ;

Vu l'accord de principe donné par l'administration de la Région de Bruxelles-Capitale sous réserve que la commune en fasse la demande officielle via son avenant n° 2 Politique de la Ville phasing out 2017 ;

DECIDE,

D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention cadre « Politique de la Ville phasing out 2017 » entre la Région de Bruxelles Capitale et la commune de Forest ;

D'approuver la convention type entre la Commune et le promoteur de projet « Entraide et Culture » telle que présentée en annexe ;

De donner mandat au collège des Bourgmestre et Echevins de signer l'avenant n°2 à la convention cadre Politique de la Ville phasing out 2017 et la convention de partenariat conformes à la convention type avec le promoteur « Entraide et Culture » pour la mise en œuvre du contrat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Sociale cohesie - Grootstedenbeleid – Aanhangsel nr. 2 bij de kaderovereenkomst Stadsbeleid phasing out 2017 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 tot 132 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van het aanhangsel bij de kaderovereenkomst « Stadsbeleid 2017 »;

Gelet op het verzoek tot verschuiving van de werkingskosten naar investeringskosten ingediend door de Vzw « Entraide et Culture »;

Gelet op het principeakkoord gegeven door het bestuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder voorbehoud dat de gemeente hiervoor een officiële aanvraag indient via haar aanhangsel nr. 2 Stadsbeleid phasing out 2017;

BESLIST,

De termen van aanhangsel nr. 2 bij de kaderovereenkomst « Stadsbeleid phasing out 2017 » tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De typeovereenkomst tussen de Gemeente en de projectontwikkelaar « Entraide et Culture » zoals voorgesteld in bijlage goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om het aanhangsel nr. 2 bij de kaderovereenkomst Stadsbeleid phasing out 2017 en de samenwerkingsovereenkomst conform de typeovereenkomst te ondertekenen met de projectontwikkelaar « Entraide et Culture » voor de uitvoering van het contract.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERLIJKE ZAKEN

Affaires Sociales: Santé / Pensions / Handicap - Sociale Zaken: Gezondheid / Pensioenen / Handicap

12 Affaires sociales - Octroi d'un subside suite à une procédure d'appel à projets en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Convention.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 1.450.000,00 € en application de l'ordonnance du 13 février 2003 ;

Considérant que l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "Roms" et aux gens du voyage est une tâche d'intérêt communal ;

Considérant que les Centres Publics d'Action Sociale participent au premier plan à cette tâche ;

Considérant que l'exercice de cette tâche entraîne un déficit budgétaire des Centres Publics d'Action Sociale, pris en charge par les communes ;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale permet de contribuer à l'assainissement des finances des communes qui assument ce déficit ;

DECIDE,

D'approuver la convention entre la commune de Forest et la région de Bruxelles-Capitale jointe en annexe, octroyant à la commune de Forest un subside de 106.396,00 €;

D'inscrire la recette de 106.396,00 € à l'article 831-465-48/01/01 du service ordinaire du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Sociale zaken - Toekenning van een subsidie volgend op een procedure van projectoproep in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 14 december 2017 van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering tot toekenning van een bijzondere subsidie van 1.450.000,00 € aan de negentien gemeenten van het Brusselse Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003;

Overwegende dat het verlenen van hulp aan migranten, aan daklozen, aan zogenoemde "Roma" en aan woonwagengewoners een taak van gemeentelijk belang vormt;

Overwegende dat de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn daarin een vooraanstaande rol spelen;

Overwegende dat het vervullen van deze taak leidt tot een begrotingstekort bij de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeenten ten laste wordt genomen;

Overwegende dat de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijdraagt tot de aanzuivering van de financiën van de gemeenten die dit tekort op zich nemen;

BESLIST:

De overeenkomst tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in bijlage, tot toekenning aan de gemeente Vorst van een subsidie van 106.396,00 € goed te keuren;

De ontvangst van 106.396,00 € in te schrijven op artikel 831-465-48/01/01 van de gewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

13 **Affaires sociales - Octroi d'un subside aux communes en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 1.450.000,00 € en application de l'ordonnance du 13 février 2003 ;

Considérant que l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "Roms" et aux gens du voyage est une tâche d'intérêt communal ;

Considérant que les Centres Publics d'Action Sociale participent au premier plan à cette tâche ;

Considérant que l'exercice de cette tâche entraîne un déficit budgétaire des Centres Publics d'Action Sociale, pris en charge par les communes ;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale permet de contribuer à l'assainissement des finances des communes qui assument ce déficit ;

DECIDE,

D'approuver la convention entre la commune de Forest et la région de Bruxelles-Capitale jointe en annexe, octroyant à la commune de Forest un subside de 35.795,89 €;

D'inscrire la recette de 35.795,89 € à l'article 831-465-48/01/01 du service ordinaire du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Sociale zaken - Toekenning van een subsidie aan de gemeenten in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 14 december 2017 van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering tot toekenning van een bijzondere subsidie van 1.450.000,00 € aan de negentien gemeenten van het Brusselse Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003;

Overwegende dat het verlenen van hulp aan migranten, aan daklozen, aan zogenoemde "Roma" en aan woonwagengewoners een taak van gemeentelijk belang vormt;

Overwegende dat de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn daarin een vooraanstaande rol spelen;

Overwegende dat het vervullen van deze taak leidt tot een begrotingstekort bij de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeenten ten laste wordt genomen;

Overwegende dat de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijdraagt tot de aanzuivering van de financiën van de gemeenten die dit tekort op zich nemen;

BESLIST:

De overeenkomst tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in bijlage, tot toekenning aan de gemeente Vorst van een subsidie van 35.795,89 € goed te keuren;

De ontvangst van 35.795,89 € in te schrijven op artikel 831-465-48/01/01 van de gewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

14 Revitalisation des quartiers – ABY et Contrat de Quartier Durable Abbaye – Modification budget extraordinaire 2018.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

*D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant la mise en œuvre de l'opérations 3.5 « Pôle culturel ABY » du programme du CQDAbbaye ;

Considérant, dans le cadre de cette opération, l'opportunité d'acquérir un immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares, afin d'accroître le potentiel constructible du pôle culturel ;

Considérant que le montant estimé pour cette acquisition, comprenant le montant d'acquisition, les éventuelles indemnités de réemploi et les honoraires et frais d'actes, est de 586.575,00 euros ;

Considérant, dans le cadre de cette opération, l'opportunité d'acquérir un immeuble sis chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares, mitoyen à l'immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 évoqué au point précédent, afin d'accroître le potentiel constructible du pôle culturel ;

Considérant que le montant estimé pour cette acquisition, comprenant le montant d'acquisition, les éventuelles indemnités de réemploi et les honoraires et frais d'actes, est de 1.025.025,00 euros ;

Considérant que pour pouvoir faire offre et assurer les acquisitions la Commune doit inscrire les montants spécifiques au budget extraordinaire 2018 ;

Considérant qu'il est dès lors proposé la modification du budget extraordinaire 2018 suivante :

- Article budgétaire : 9307/712-60/84 *Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution*
- Objet : Acquisition chaussée de Bruxelles 22-24

Prévision budget 2018	Part Région	Part Commune	Prévision modification budget	Part Région	Part Commune
0,00€	0,00€	0,00 €	586.575,00€	557.246,25€	29.328,75€

Considérant que cette nouvelle inscription budgétaire sera financée à 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale transféré de l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » à l'article des recettes 9307/995-52/84 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

Considérant que le solde de cette inscription budgétaire sera à charge de la Commune sous la forme d'un emprunt ;

Considérant qu'il est dès lors proposé la modification du budget extraordinaire 2018 suivante :

- Article budgétaire : 9307/712-60/84 *Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution*
- Objet : Acquisition chaussée de Bruxelles 18-20

Prévision budget 2018	Part Région	Part Commune	Prévision modification budget	Part Région	Part Commune
0,00€	0,00€	0,00 €	1.025.025,00€	0,00€	1.025.025,00€

Considérant que cette nouvelle inscription budgétaire sera à charge de la Commune sous la forme d'un emprunt ;

Considérant que cette inscription budgétaire fait et fera l'objet de demandes de subsides pour diminuer la part des fonds propres communaux ;

DÉCIDE :

D'adopter la modification du budget extraordinaire 2018 suivante :

- Article budgétaire : 9307/712-60/84 *Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution*
- Objet : Acquisition chaussée de Bruxelles 22-24

Prévision budget 2018	Part Région	Part Commune	Prévision modification budget	Part Région	Part Commune
0,00€	0,00€	0,00 €	586.575,00€	557.246,25€	29.328,75€

De financer cette nouvelle inscription budgétaire à 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale transféré de l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » à l'article des recettes 9307/995-52/84 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

De financer le solde de cette inscription budgétaire par un emprunt à charge de la Commune ;

D'adopter la modification du budget extraordinaire 2018 suivante :

- Article budgétaire : 9307/712-60/84 *Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution*
- Objet : Acquisition chaussée de Bruxelles 18-20

Prévision budget 2018	Part Région	Part Commune	Prévision modification budget	Part Région	Part Commune
0,00€	0,00€	0,00 €	1.025.025,00€	0,00€	1.025.025,00€

De financer cette inscription budgétaire par un emprunt à charge de la Commune ;

De transmettre la présente décision à l'autorité de tutelle compétente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – ABY en Duurzaam Wijkcontract Abdij – Wijziging buitengewone begroting 2018.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

*Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de implementatie van operatie 3.5 'Culturele Pool ABY' van het programma van het DWCAbdij;

Overwegende, in het kader van deze operatie, de opportuniteit om een gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24 aan te kopen, gekadastreerd als Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V, voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare, teneinde het bebouwbare potentieel van de culturele pool te vergroten;

Overwegende dat het bedrag voor deze aankoop, met inbegrip met het aankoopbedrag, de eventuele wederbeleggingsvergoedingen en de erelonen en aktekosten, geraamd wordt op 586.575,00 euro;

Overwegende, in het kader van deze operatie, de opportuniteit om een gebouw gelegen Brusselsesteenweg 18-20 aan te kopen, gekadastreerd als Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare, aanpalend aan het bovenvermelde gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24, teneinde het bebouwbare potentieel van de culturele pool te vergroten;

Overwegende dat het bedrag voor deze aankoop, met inbegrip met het aankoopbedrag, de eventuele wederbeleggingsvergoedingen en de erelonen en aktekosten, geraamd wordt op 1.025.025,00 euro;

Overwegende dat de Gemeente, om een offerte te kunnen indienen en de aankopen te verzekeren, de specifieke bedragen moet inschrijven in de buitengewone begroting 2018;

Overwegende dat bijgevolg de volgende wijziging aan de buitengewone begroting 2018 wordt voorgesteld:

- Begrotingsartikel: 9307/712-60/84 *Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering*
- Voorwerp: Aankoop Brusselsesteenweg 22-24

Voorzien budget 2018	Deel Gewest	Deel Gemeente	Voorziene begrotingswijziging	Deel Gewest	Deel Gemeente
€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 586 575,00	€ 557 246,25	€ 29 328,75

Overwegende dat deze nieuwe begrotingsinschrijving voor 95% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overgedragen van artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" naar artikel van ontvangsten 9307/995-52/84 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds";

Overwegende dat het saldo van deze begrotingsinschrijving ten laste van de Gemeente zal zijn in de vorm van een lening;

Overwegende dat bijgevolg de volgende wijziging aan de buitengewone begroting 2018 wordt

voorgesteld:

- Begrotingsartikel: 9307/712-60/84 *Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering*
- Voorwerp: Aankoop Brusselsesteenweg 18-20

Voorzien budget 2018	Deel Gewest	Deel Gemeente	Voorziene begrotingswijziging	Deel Gewest	Deel Gemeente
€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 1 025 025,00	€ 0,00	€ 1 025 025,00

Overwegende dat deze nieuwe begrotingsinschrijving ten laste van de Gemeente zal zijn in de vorm van een lening;

Overwegende dat deze begrotingsinschrijving het voorwerp uitmaakt en zal uitmaken van subsidieaanvragen teneinde het aandeel aan eigen gemeentelijke middelen te verlagen;

BESLIST:

De volgende wijziging van de buitengewone begroting 2018 aan te nemen:

- Begrotingsartikel: 9307/712-60/84 *Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering*
- Voorwerp: Aankoop Brusselsesteenweg 22-24

Voorzien budget 2018	Deel Gewest	Deel Gemeente	Voorziene begrotingswijziging	Deel Gewest	Deel Gemeente
€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 586 575,00	€ 557 246,25	€ 29 328,75

Deze nieuwe begrotingsinschrijving voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overgedragen van artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" naar artikel van ontvangsten 9307/995-52/84 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds";

Het saldo van deze begrotingsinschrijving te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

De volgende wijziging van de buitengewone begroting 2018 aan te nemen:

- Begrotingsartikel: 9307/712-60/84 *Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering*
- Voorwerp: Aankoop Brusselsesteenweg 18-20

Voorzien budget 2018	Deel Gewest	Deel Gemeente	Voorziene begrotingswijziging	Deel Gewest	Deel Gemeente
€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 1 025 025,00	€ 0,00	€ 1 025 025,00

Deze begrotingsinschrijving te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Deze beslissing over te maken aan de bevoegde toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Monsieur Lebrun veut connaître l'utilité de ces deux bâtiments.

Monsieur Spapens répond que les bâtiments seraient démolis et reconstruits et qu'on envisage d'y implanter la bibliothèque.

De heer Lebrun wil het nut van deze twee gebouwen kennen.

De heer Spapens antwoordt dat de gebouwen zullen worden afgebroken en heropgebouwd. Men overweegt om er de bibliotheek in onder te brengen.

15 Revitalisation des quartiers – ABY & Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.5 « Pôle Culturel ABY » - Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bien sis chaussée de Bruxelles 18-20 - Approbation des modalités d'acquisition.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du

Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Considérant l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » dudit programme modifié portant sur la reconversion complète du site de l'Abbaye de Forest en un « pôle culturel » ;

Considérant que l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » envisage, dans le cadre de cette reconversion, l'acquisition d'un immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares « afin d'accroître le potentiel constructible du pôle culturel » ;

Considérant l'immeuble sis à Forest, chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares, mitoyen à l'immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 évoqué au point précédent ;

Considérant que le propriétaire du bien sis chaussée de Bruxelles 18-20, Monsieur MOUJIB Hmad, a manifesté auprès de la Commune, par mail du 12 octobre 2017, son intention de mettre en vente l'immeuble concerné ;

Considérant que le bien susmentionné se situe à l'intérieur du périmètre de classement du site de l'abbaye de Forest tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 1994 portant classement comme monument et comme site;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné, situé en zone de mixité au PRAS, permettrait d'accroître significativement le potentiel de construction neuve du projet ABY qui est fortement limité en raison de l'affectation au PRAS de la majeure partie du site de l'Abbaye en « zone de parc » ;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné permettrait d'envisager l'implantation d'une partie du programme du projet ABY à front de la chaussée de Bruxelles lui permettant ainsi de bénéficier d'une visibilité maximale depuis l'espace public et le parvis de l'hôtel communal ;

Considérant que les acquisitions de biens immeubles s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de revitalisation urbaine au sens de l'ordonnance du 6 octobre 2016 relèvent de l'utilité publique ;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe de la Région de Bruxelles-Capitale, particulièrement l'article 161, 2° :

Sont enregistrés gratuitement :

[...]

Les cessions amiables d'immeubles pour cause d'utilité publique à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et à tous autres organismes ou personnes ayant le droit d'exproprier ;

Vu l'article 27, § 1er de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable stipulant qu'à défaut d'une réponse du CAI quant à l'estimation du bien dans les soixante jours ouvrables de la demande, au moins une estimation rédigée par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts, ou auprès d'un agent immobilier inscrit au tableau visé à la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier est suffisante ;

Vu la demande d'estimation du bien introduite le 20 octobre 2017 au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale (CAIR) ;

Vu la réponse du Comité d'acquisition du 10 novembre 2017 informant la Commune qu'il n'est pas en mesure de fournir l'estimation demandée dans un délai inférieur à 60 jours ;

Vu le rapport d'expertise établi en date du 14 décembre 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune pour établir l'estimation du bien susmentionné et annexé à la présente décision de Conseil ;

Considérant que les frais liés à l'acquisition, comprenant notamment les frais d'honoraires du Notaire et les frais de transcription de l'acte mais déduits des frais d'enregistrement en raison de l'acquisition pour cause d'utilité publique, sont estimés à 15.000,00 euros ;

Considérant la demande soumise au Conseil Communal du 20 février 2018 d'approuver la modification du budget extraordinaire 2018 relative à l'acquisition du bien susmentionné et aux frais inhérents à cette acquisition ;

Considérant que les crédits permettant l'acquisition de l'immeuble susmentionné et les frais inhérents à cette acquisition seront inscrits à l'article des dépenses au 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2018 ;

Considérant qu'il est proposé d'acquérir le bien concerné par un emprunt à charge de la commune ;

Considérant que l'acquisition du bien concerné peut faire l'objet d'une demande de subvention, à hauteur de 70% de la dépense, auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles en application du décret du 17.07.2002 relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles ;

Considérant que l'acquisition du bien concerné peut faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre des accords de coopération Beliris ;

DECIDE :

(Sous réserve d'approbation de la modification du budget 2018 par le Conseil Communal et par la tutelle régionale)

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre une offre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré de l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares;

De limiter le montant maximum de l'offre à l'estimation du bien établie en date du 14 décembre 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la commune ;

ET AU CAS OÙ L'OFFRE DE LA COMMUNE SERAIT ACCEPTEE PAR LE PROPRIETAIRE

D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares ;

D'engager le montant de l'acquisition et tous les frais inhérents à cette acquisition à l'article 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2018 ;

De financer la dépense par un emprunt à charge de la Commune ;

De poursuivre la recherche subventionnement auprès de la FWB en application du décret du 17.07.2002 relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles et/ou dans le cadre des accords de coopération Beliris ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De renoncer à toute action en rétrocession de bien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – ABY & Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.5 "Culturele Pool ABY" – Aankoop ten algemene nutte van een goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20 – Goedkeuring van de aankoopvoorwaarden.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Duurzame wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

*Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

*Programmawijziging nr. 2 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

*Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende operatie 3.5 "Culturele pool ABY" van genoemd gewijzigd programma houdende de volledige reconversie van de site van de Abdij van Vorst tot "culturele pool";

Overwegende dat operatie 3.5 "Culturele pool ABY", in het kader van deze reconversie, de aankoop beoogt van het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24, gekadastraerd als Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V, voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare, "teneinde het bebouwbare potentieel van de culturele pool te vergroten";

Overwegende het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare, aanpalend aan het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24 waarvan sprake in het vorige punt;

Overwegende dat de eigenaar van het goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20, de heer Hmad MOUJIB, aan de Gemeente, per mail van 12 oktober 2017, zijn intentie heeft laten blijken het gebouw in kwestie te koop aan te bieden;

Overwegende dat het bovenvermelde goed zich binnen de beschermingsperimeter van de site van de Abdij van Vorst bevindt, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 september 1994 houdende bescherming als monument en als landschap;

Overwegende dat de aankoop van het bovenvermelde goed, in het GBP in een gemengd gebied gelegen, het mogelijk zou maken het nieuwbouwpotentieel van het project ABY, dat sterk beperkt is vanwege de bestemming in het GBP van het grootste gedeelte van de Abdij-site als "parkgebied",

aanzienlijk te verhogen;

Overwegende dat de aankoop van het bovenvermelde goed het mogelijk zou maken een gedeelte van het programma van het project ABY vooraan aan de Brusselsesteenweg te vestigen en zo te genieten van een maximale zichtbaarheid vanaf de openbare ruimte en het voorplein van het gemeentehuis;

Overwegende dat de aankopen van vastgoed in het kader van de uitvoering van het stadsheroplevingsprogramma in de zin van de ordonnantie van 6 oktober 2016 onder het algemeen belang valt;

Gelet op het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 161, 2e lid:

Worden kosteloos geregistreerd:

[...]

Overdrachten in der minne van onroerende goederen ten algemenen nutte, aan Staat, provinciën, gemeenten, openbare instellingen en aan alle andere tot onteigening gerechtigde organismen of personen ;

Gelet op artikel 27, § 1, van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de Duurzame wijkcontracten dat bepaalt dat, bij het uitblijven van een antwoord van het CAOG betreffende de raming van het goed binnen zestig werkdagen na de aanvraag, minstens een raming opgesteld door een notaris, een landmeter-deskundige opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of bij een vastgoedmakelaar ingeschreven in de tabel bedoeld in de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar voldoende is;

Gelet op de aanvraag voor de schatting van het goed, op 20 oktober 2017 ingediend bij het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen (GCAO);

Gelet op het antwoord van het Aankoopcomité van 10 november 2017, waarin de Gemeente werd meegedeeld dat het niet in staat is de gevraagde raming te bezorgen binnen een termijn die korter is dan 60 dagen;

Gelet op het expertiseverslag, op 14 december 2017 opgesteld door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente teneinde de raming van bovenvermeld goed vast te stellen en opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing van de Raad;

Overwegende dat de kosten verbonden met de aankoop, met inbegrip van ondermeer de kosten van de erelonen van de Notaris en de kosten van de overschrijving van de akte maar afgetrokken van de registratierechten aangezien het om een aankoop ten algemenen nutte gaat, op 15.000,00 euro geraamd worden;

Overwegende de vraag, voorgelegd aan de Gemeenteraad van 20 februari 2018, tot goedkeuring van de wijziging van de buitengewone begroting 2018 met betrekking tot de aankoop van bovenvermeld goed en de inherente kosten van deze aankoop;

Overwegende dat de kredieten voor de aankoop van bovenvermeld goed en de inherente kosten van deze aankoop ingeschreven zullen worden op artikel van uitgaven 9307/712-60/84 "Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone begroting 2018;

Overwegende dat wordt voorgesteld het goed in kwestie aan te kopen door middel van een lening ten

laste van de Gemeente;

Overwegende dat de aankoop van het betrokken goed het voorwerp kan uitmaken van een subsidieaanvraag ten belope van 70% van de uitgave bij de Federatie Wallonië-Brussel in toepassing van het decreet van 17.07.2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Overwegende dat de aankoop van het betrokken goed het voorwerp kan uitmaken van een subsidieaanvraag in het kader van de Beliris-samenwerkingsakkoorden;

BESLIST:

(Onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging 2018 door de Gemeenteraad en de gewestelijke toezichthoudende overheid)

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen evenals de Gemeentesecretaris, toestemming te geven om een offerte in te dienen in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastreerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare;

Het maximumbedrag van de offerte te beperken tot de raming van het goed die op 14 december 2017 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente werd opgemaakt;

EN IN HET GEVAL DAT DE EIGENAAR DE OFFERTE VAN DE GEMEENTE AANVAARDT

Goedkeuring te verlenen voor de aankoop ten algemene nutte van het goed gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastreerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare;

Het bedrag van aankoop en alle kosten die inherent zijn aan deze aankoop vast te leggen op artikel 9307/712-60/84 'Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone begroting 2018;

De uitgave te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

De zoektocht naar subsidiëring bij de FWB voort te zetten krachtens het decreet van 17.07.2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten en/of in het kader van de Beliris-samenwerkingsakkoorden;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, teneinde de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;

Te verzaken aan elke eis tot doorverkoop van het goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

16 **Revitalisation des quartiers – ABY & Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.5 « Pôle Culturel ABY » – Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bien sis Chaussée de Bruxelles 18-20 – Approbation d'un dossier de demande de subvention « Infrastructure culturelle » à introduire auprès de la Fédération-Wallonie-Bruxelles.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Considérant l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » dudit programme modifié portant sur la reconversion complète du site de l'Abbaye de Forest en un « pôle culturel » ;

Considérant que l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » envisage, dans le cadre de cette reconversion, l'acquisition d'un immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares « afin d'accroître le potentiel constructible du pôle culturel » ;

Considérant l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares, mitoyen à l'immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 évoqué au point précédent ;

Considérant que le bien susmentionné se situe à l'intérieur du périmètre de classement du site de

l'abbaye de Forest tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 1994 portant classement comme monument et comme site ;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné, situé en zone de mixité au PRAS, permettrait d'accroître significativement le potentiel de construction neuve du projet ABY qui est fortement limité en raison de l'affectation au PRAS de la majeure partie du site de l'Abbaye en « zone de parc » ;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné permettrait d'envisager l'implantation d'une partie du programme du projet ABY à front de la chaussée de Bruxelles lui permettant ainsi de bénéficier d'une visibilité maximale depuis l'espace public et le parvis de l'hôtel communal ;

Vu le Décret du 17 juillet 2002 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 décembre 2003 portant application des articles 4 et 6 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles ;

Considérant que l'acquisition du bien sis Chaussée de Bruxelles 18-20 peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à hauteur de 70% de la dépense ;

DECIDE :

De déposer, dans le cadre de la mise en œuvre du projet ABY, une demande de subvention auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'acquisition du bien sis chaussée de Bruxelles 18-20.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – ABY & Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.5 ‘Culturele Pool ABY’ – Aankoop ten algemene nutte van een goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20 – Goedkeuring van een subsidieaanvraagdossier ‘Culturele infrastructuur’, in te dienen bij de Federatie Wallonië-Brussel.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de duurzame wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende operatie 3.5 ‘Culturele pool ABY’ van genoemd gewijzigd programma, met betrekking op de volledige reconversie van de site van de Abdij van Vorst tot ‘culturele pool’ ;

Overwegende dat operatie 3.5 ‘Culturele pool ABY’, in het kader van deze reconversie, de aankoop beoogt van het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24, gekadastraerd als Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V, voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare, « *teneinde het bebouwbare potentieel van de culturele pool uit te breiden* »;

Overwegende het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare, aanpalend aan het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24 waarvan sprake in het vorige punt;

Overwegende dat bovenvermeld goed zich binnen de beschermingsperimeter van de site van de Abdij van Vorst bevindt, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 september 1994 houdende bescherming als monument en als landschap;

Overwegende dat de aankoop van bovenvermeld goed, in het GBP in een gemengd gebied gelegen, het mogelijk zou maken het nieuwbouwpotentieel van het project ABY, dat sterk beperkt is vanwege de bestemming in het GBP van het grootste gedeelte van de Abdijsite als “parkgebied”, aanzienlijk te verhogen;

Overwegende dat de aankoop van bovenvermeld goed het mogelijk zou maken een gedeelte van het programma van het project ABY vooraan aan de Brusselsesteenweg te vestigen en zo te genieten van een maximale zichtbaarheid vanaf de openbare ruimte en het voorplein van het gemeentehuis;

Gelet op het Decreet van 17 juli 2002 van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Gelet op het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 december 2003 houdende toepassing van artikelen 4 en 6 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Overwegende dat de aankoop van het goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20 het voorwerp kan uitmaken van een subsidieaanvraag bij de Federatie Wallonië-Brussel ten belope van 70% van de uitgave;

BESLIST:

In het kader van de implementatie van het project ABY een subsidieaanvraag in te dienen bij de Federatie Wallonië-Brussel voor de aankoop van het goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17 **Revitalisation des quartiers – ABY & Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.5 « Pôle Culturel ABY » - Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bien sis Chaussée de Bruxelles 22-24 - Approbation des modalités d'acquisition.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQDAbbaye telle

qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Considérant l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » dudit programme modifié portant sur la reconversion complète du site de l'Abbaye de Forest en un « pôle culturel » ;

Considérant que l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » envisage, dans le cadre de cette reconversion, l'acquisition d'un immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2ème Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares « afin d'accroître le potentiel constructible du pôle culturel » ;

Considérant que le bien susmentionné se situe à l'intérieur du périmètre de classement du site de l'abbaye de Forest tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 1994 portant classement comme monument et comme site ;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné, situé en zone de mixité au PRAS, permettrait d'accroître significativement le potentiel de construction neuve du projet ABY qui est fortement limité en raison de l'affectation au PRAS de la majeure partie du site de l'Abbaye en « zone de parc » ;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné permettrait d'envisager l'implantation d'une partie du programme du projet ABY à front de la chaussée de Bruxelles lui permettant ainsi de bénéficier d'une visibilité maximale depuis l'espace public et le parvis de l'hôtel communal ;

Considérant que cette opération permettrait également de résoudre la problématique du mitoyen aveugle actuellement offert par la maison sise 22-24 chaussée de Bruxelles au parvis de l'église ;

Considérant que les acquisitions de biens immeubles s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de revitalisation urbaine au sens de l'ordonnance du 6 octobre 2016 relèvent de l'utilité publique ;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe de la Région de Bruxelles-Capitale, particulièrement l'article 161, 2° :

Sont enregistrés gratuitement :

[...]

Les cessions amiables d'immeubles pour cause d'utilité publique à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et à tous autres organismes ou personnes ayant le droit d'exproprier ;

Vu l'article 27, § 1er de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de quartier durable stipulant qu'à défaut d'une réponse du CAI quant à l'estimation du bien dans les soixante jours ouvrables de la demande, au moins une estimation rédigée par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts, ou auprès d'un agent immobilier inscrit au tableau visé à la loi du 11 février 2013

organisant la profession d'agent immobilier est suffisante ;

Vu la demande d'estimation du bien introduite le 14 novembre 2017 au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale (CAIR) ;

Vu la réponse du Comité d'acquisition du 6 décembre 2017 informant la Commune qu'il n'est pas en mesure de fournir l'estimation demandée dans un délai inférieur à 60 jours ;

Vu le rapport d'expertise établi en date du 20 janvier 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune pour établir l'estimation du bien susmentionné ;

Vu la circulaire 2015/14 du 22 décembre 2015 du Service Public Régional de Bruxelles – Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles, particulièrement la section III, point 3 :

Le procès-verbal d'estimation du bien transmis à l'autorité de tutelle doit dater de moins d'un an [...] ;

Considérant que le délai de validité de l'estimation du 20 janvier 2017 arrivait à échéance le 19 janvier 2018 et qu'une actualisation de cette estimation a dès lors dû être envisagée ;

Vu le rapport d'expertise établi en date du 17 janvier 2018 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune pour établir l'estimation du bien susmentionné et annexé à la présente décision de Conseil ;

Considérant que les frais liés à l'acquisition, comprenant notamment les frais d'honoraires du Notaire et les frais de transcription de l'acte mais déduits des frais d'enregistrement en raison de l'acquisition pour cause d'utilité publique, sont estimés à 15.000,00 euros ;

Considérant la demande soumise au Conseil Communal du 20 février 2018 d'approuver la modification du budget extraordinaire 2018 relative à l'acquisition du bien susmentionné et aux frais inhérents à cette acquisition ;

Considérant que les crédits permettant l'acquisition de l'immeuble susmentionné et les frais inhérents à cette acquisition seront inscrits à l'article des dépenses au 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2018 ;

Considérant qu'il est proposé d'acquérir le bien concerné via le programme de revitalisation du CQDAbbaye ;

Considérant que l'acquisition étant réalisée dans le cadre du CQDAbbaye est financée à 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes au 9307/995-52/84 et le solde par un emprunt à charge de la Commune ;

DECIDE :

(Sous réserve d'approbation de la modification du budget 2018 par le Conseil Communal et par la tutelle régionale)

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre offre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré de l'immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2ème Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares ;

De limiter le montant maximum de l'offre à l'estimation du bien établie en date du 17 janvier 2018 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune ;

ET AU CAS OÙ L'OFFRE DE LA COMMUNE SERAIT ACCEPTEE PAR LE PROPRIETAIRE

D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2ème Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares ;

D'engager le montant de l'acquisition et tous les frais inhérents à cette acquisition à l'article 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2018 ;

De financer la dépense correspondant au montant de l'acquisition, majoré de tous les frais inhérents à l'acquisition, à 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9307/995-52/84 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

De financer le solde par un emprunt à charge de la Commune ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De renoncer à toute action en rétrocession de bien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – ABY & Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.5 "Culturele Pool ABY" – Aankoop ten algemenen nutte van een goed gelegen Brusselsesteenweg 22-24 – Goedkeuring van de aankoopvoorwaarden.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Duurzame wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

*Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

*Programmawijziging nr. 2 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

*Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de
Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;*

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende operatie 3.5 "Culturele pool ABY" van genoemd gewijzigd programma houdende de volledige reconversie van de site van de Abdij van Vorst tot "culturele pool";

Overwegende dat operatie 3.5 "Culturele pool ABY", in het kader van deze reconversie, de aankoop beoogt van het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24, gekadastreerd als Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V, voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare, « *teneinde het bebouwbare potentieel van de culturele pool te vergroten* »;

Overwegende dat het bovenvermelde goed zich binnen de beschermingsperimeter van de site van de Abdij van Vorst bevindt, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 september 1994 houdende bescherming als monument en als landschap;

Overwegende dat de aankoop van het bovenvermelde goed, in het GBP in een gemengd gebied gelegen, het mogelijk zou maken het nieuwbouwpotentieel van het project ABY, dat sterk beperkt is vanwege de bestemming in het GBP van het grootste gedeelte van de Abdij-site als "parkgebied", aanzienlijk te verhogen;

Overwegende dat de aankoop van het bovenvermelde goed het mogelijk zou maken een gedeelte van het programma van het project ABY vooraan aan de Brusselsesteenweg te vestigen en zo te genieten van een maximale zichtbaarheid vanaf de openbare ruimte en het voorplein van het gemeentehuis;

Overwegende dat deze operatie het tevens mogelijk zou maken het probleem van de blinde scheidingsmuur op te lossen dat zich momenteel stelt in het huis gelegen aan de Brusselsesteenweg

22-24 op het voorplein van de kerk;

Overwegende dat aankopen van vastgoed in het kader van de uitvoering van het stadsheroplevingsprogramma in de zin van de ordonnantie van 6 oktober 2016 onder het algemeen belang valt;

Gelet op het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 161, 2e lid:

Worden kosteloos geregistreerd:

[...]

Overdrachten in der minne van onroerende goederen ten algemenen nutte, aan Staat, provinciën, gemeenten, openbare instellingen en aan alle andere tot onteigening gerechtigde organismen of personen ;

Gelet op artikel 27, § 1, van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de Duurzame wijkcontracten dat bepaalt dat, bij het uitblijven van een antwoord van het CAOG betreffende de raming van het goed binnen zestig werkdagen na de aanvraag, minstens een raming opgesteld door een notaris, een landmeter-deskundige opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of bij een vastgoedmakelaar ingeschreven in de tabel bedoeld in de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar voldoende is;

Gelet op de aanvraag voor de schatting van het goed, op 14 november 2017 ingediend bij het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen (GCAO);

Gelet op het antwoord van het Aankoopcomité van 6 december 2017, waarin de Gemeente werd meegedeeld dat het niet in staat is de gevraagde raming te bezorgen binnen een termijn die korter is dan 60 dagen;

Gelet op het expertiseverslag, op 20 januari 2017 opgesteld door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente teneinde de raming van bovenvermeld goed vast te stellen;

Gelet op omzendbrief 2015/14 van 22 december 2015 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Plaatselijke Besturen betreffende de verwerving of de vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen, meer bepaald afdeling III, punt 3:

Het proces-verbaal van schatting van het onroerend goed dat aan de toezichthoudende overheid is overgedragen moet minder dan één jaar oud zijn [...];

Overwegende dat de geldigheidsduur van de raming van 20 januari 2017 op 19 januari 2018 eindigt en dat er bijgevolg een actualisering van deze raming moest worden overwogen;

Gelet op het expertiseverslag, op 17 januari 2018 opgesteld door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente teneinde de raming van bovenvermeld goed vast te stellen en opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing van de Raad;

Overwegende dat de kosten verbonden met de aankoop, met inbegrip van ondermeer de kosten van de erelonen van de Notaris en de kosten van de overschrijving van de akte maar afgetrokken van de registratierechten aangezien het om een aankoop ten algemenen nutte gaat, op 15.000,00 euro geraamd worden;

Overwegende de vraag, voorgelegd aan de Gemeenteraad van 20 februari 2018, tot goedkeuring van

de wijziging van de buitengewone begroting 2018 met betrekking tot de aankoop van bovenvermeld goed en de inherente kosten van deze aankoop;

Overwegende dat de kredieten voor de aankoop van bovenvermeld goed en de inherente kosten van deze aankoop ingeschreven zullen worden op artikel van uitgaven 9307/712-60/84 "Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone begroting 2018;

Overwegende dat er wordt voorgesteld het goed in kwestie aan te kopen via het heroplevingsprogramma van het DWCAbdij;

Overwegende dat de aankoop uitgevoerd wordt in het kader van het DWCAbdij en voor 95% gefinancierd wordt door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9307/995-52/84 en het saldo door een lening ten laste van de Gemeente;

BESLIST:

(Onder voorbehoud van goedkeuring van de wijziging van de begroting 2018 door de Gemeenteraad en de gewestelijke toezichthoudende overheid)

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen evenals de Gemeentesecretaris, toestemming te geven om een offerte in te dienen in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 22-24, gekadastraerd onder Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V, voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare;

Het maximumbedrag van de offerte te beperken tot de raming van het goed die op 17 januari 2018 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente werd opgemaakt;

EN IN HET GEVAL DAT DE EIGENAAR DE OFFERTE VAN DE GEMEENTE AANVAARDT

Goedkeuring te verlenen voor de aankoop ten algemenen nutte van het goed gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 22-24, gekadastraerd onder Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare;

Het bedrag van aankoop en alle kosten die inherent zijn aan deze aankoop vast te leggen op artikel 9307/712-60/84 "Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone begroting 2018;

De uitgave die overeenstemt met het bedrag van de aankoop, verhoogd met alle inherente kosten van de aankoop, voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9307/995-52/84 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds";

Het saldo te financieren door een lening ten laste van de Gemeente ;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, teneinde de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst ;

Te verzaken aan elke eis tot doorverkoop van het goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

18 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Abbaye - Opération 1.10 - Enveloppe de quartier - Convention de subventionnement type « Initiatives d'habitants ».**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la circulaire de la Région de Bruxelles Capitale du 30 novembre 2006 référant à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes et notamment sur les obligations et les règles à suivre :

- *un rapport de gestion et de situation financière.*

Chaque année, le collège communal fait rapport au conseil communal sur :

1° les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice, en vertu du présent article;

2° les subventions dont il a contrôlé l'utilisation au cours de l'exercice;

Considérant que l'opération 1.10 « Dynamique citoyenne locale » du Contrat de Quartier Durable Abbaye prévoit une Enveloppe de quartier annuelle à destination des habitants pour le développement de projets chaque année (2015-2018) sur le périmètre du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant que les projets sélectionnés en 2016 et 2017 participent activement à la création d'une dynamique de quartier positive qui répond pleinement aux objectifs d'un Contrat de quartier durable ;

Considérant qu'il est suggéré de lancer un nouvel appel à projet(s) « Initiatives d'habitants » en 2018 dans le but d'impliquer les habitants dans leur quartier ;

Considérant que l'Enveloppe de quartier « Initiatives d'habitants » est une subvention directe de la Commune à une association et/ou association de fait ;

Considérant que chaque année, un vote et une discussion seront organisés lors d'une assemblée d'habitants ;

Considérant que la procédure de sélection pour la subvention prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins désigne in fine le lauréat conformément à la circulaire de la Région de Bruxelles Capitale du 30 novembre 2006 référant à la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant qu'il est demandé aux candidats d'évaluer leurs dépenses pour l'année civile du lancement de l'appel à projet(s) ;

Considérant la proposition de convention de subventionnement type « Initiatives d'habitants » rédigée par l'équipe du CQD Abbaye et jointe en annexe ;

Considérant que le subventionnement de chaque projet prendra fin au plus tard en décembre 2018, date de clôture du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant que le montant global nécessaire à cet appel à projets « Initiatives d'habitants 2018 » s'élève à 5.000,00€ TTC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2018 ;

Considérant que l'ensemble des dépenses seront financées à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » du budget 2018 ;

DECIDE :

D'approuver la convention de subventionnement type « Initiatives d'habitants » ;

D'approuver la procédure de sélection pour le subventionnement « Initiatives d'habitants » telle que décrite dans la convention ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer la convention de subventionnement avec les porteurs de projets en question ;

D'inscrire le crédit permettant la dépense de 5.000,00€ TTC à l'article 9306/332-02/80 « Subsidies aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2018 ;

De financer les dépenses à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Abdij - Operatie 1.10 - Wijkenvelophe - Standaardsubsidiëringsovereenkomst « Bewonersinitiatieven ».

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals

goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;
Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 met betrekking tot de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van toelagen verleend door de gemeenten en inzonderheid de verplichtingen en regels die moeten worden nagevolgd:

- een verslag inzake beheer en financiële toestand.

Jaarlijks brengt het gemeentecollege verslag uit aan de gemeenteraad over:

1° de toelagen die het tijdens het boekjaar krachtens dit artikel heeft toegekend;

2° de toelagen waarover het tijdens het boekjaar een controle heeft uitgeoefend;

Overwegende dat operatie 1.10 "Lokale burgerdynamiek" van het Duurzame Wijkcontract Abdij een jaarlijkse Wijkenveloppe voorziet, bestemd voor de bewoners voor de jaarlijkse ontwikkeling van projecten (2015-2018) in de perimeter van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat de in 2016 en 2017 geselecteerde projecten actief bijdragen tot de creatie van een positieve wijkdynamiek die ten volle aan de doelstellingen van een Duurzaam Wijkcontract beantwoordt;

Overwegende dat gesuggereerd wordt om in 2018 een nieuwe projectoproep "Bewonersinitiatieven" op te starten met als doel de bewoners bij hun wijk te betrekken;

Overwegende dat de Wijkenveloppe "Bewonersinitiatieven" een rechtstreekse subsidie is van de Gemeente aan een vereniging en/of feitelijke vereniging;

Overwegende dat er elk jaar tijdens een vergadering van bewoners een stemming en een discussie worden georganiseerd;

Overwegende dat de selectieprocedure voor de toelage voorziet dat het College van Burgemeester en Schepenen in fine de laureaat aanduidt, conform de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 die verwijst naar de wet van 14 november 1983 betreffende de toekenning van toelagen door de plaatselijke besturen;

Overwegende dat aan de kandidaten wordt gevraagd om hun uitgaven te begroten voor het kalenderjaar van de lancering van de projectoproep;

Overwegende het voorstel van standaardsubsiëringsovereenkomst "Bewonersinitiatieven" opgesteld door het team van het DWCAbdij en opgenomen in bijlage;

Overwegende dat de subsidiëring van elk project ten laatste ten einde zal lopen in december 2018, de

slotdatum van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat het globale bedrag dat nodig is voor deze projectoproep "Bewonersinitiatieven 2018" € 5.000,00, alle taksen inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9306/332-02/80 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2018;

Overwegende dat al deze uitgaven voor 100% gefinancierd zullen worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 "Overboekingen op het gewone reservefonds" van de begroting 2018;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de standaardsubsiëringsovereenkomst "Bewonersinitiatieven";

Goedkeuring te verlenen aan de selectieprocedure voor de subsidiëring "Bewonersinitiatieven", zoals beschreven in de overeenkomst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de subsidiëringsovereenkomst met de projectdragers in kwestie te ondertekenen;

Het krediet dat de uitgave van € 5.000,00, alle taksen inbegrepen, mogelijk maakt in te schrijven op artikel 9306/332-02/80 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2018;

De uitgaven voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 "Overboeking op het gewone reservefonds" van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

19 Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Abbaye - Opération 1.10 - Enveloppe de quartier – Appel à projet «Activation du Parc des Deux Rives» - Approbation convention de subventionnement type.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

*D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 octobre 2016 :

*D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°2 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQD Abbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la circulaire de la Région de Bruxelles Capitale du 30 novembre 2006 référant à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes et notamment sur les obligations et les règles à suivre :

- *un rapport de gestion et de situation financière.*

Chaque année, le collège communal fait rapport au conseil communal sur :

1° les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice, en vertu du présent article;

2° les subventions dont il a contrôlé l'utilisation au cours de l'exercice ;

Considérant que l'opération 1.10 « Dynamique citoyenne locale » du Contrat de Quartier Durable Abbaye prévoit une Enveloppe de quartier annuelle, sous la forme d'une subvention directe de la commune à destination des habitants et acteurs locaux pour le développement de projets chaque année (2015-2018) sur le périmètre du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant qu'une étude de faisabilité a été entreprise dans le cadre du CQD Abbaye pour le projet « Parc des Deux Rives », un projet visant la création d'un parc linéaire le long de la ligne de train L-124 afin d'y développer une rive biodiversité et une rive activée (parc et cheminement cyclo-piéton) qui connecterait entre autres 3 gares, 4 parcs et 5 équipements culturels ;

Considérant qu'il convient de préfigurer certains usages qu'un tel projet pourrait apporter afin d'encourager l'appropriation de certaines zones visées par l'étude mais aussi pour faire connaître le projet au sein du quartier et faciliter l'adhésion à cette volonté d'aménagement ;

Considérant qu'il est dès lors suggéré de lancer un appel à projet(s) « Activation du Parc des Deux Rives » en 2018 dans le but d'impliquer les habitants et usagers au travers de projets développés sur les zones identifiées par la Cellule Revitalisation des quartiers ;

Considérant que les activités recherchées au travers de cet appel à projets doivent traiter de thématiques telles que la biodiversité, l'agriculture urbaine, la ludicité, le vivre ensemble et/ou la mobilité ;

Considérant que les activités proposées devront concerner de façon privilégiée les habitants et usagers du quartier ;

Considérant qu'un comité d'avis, composé d'experts se prononcera sur les candidatures reçues et que son avis sera ensuite soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour qu'il désigne in fine le lauréat conformément à la circulaire de la Région de Bruxelles Capitale du 30 novembre 2006 référant à la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant que toutes les dispositions régissant l'octroi de la subvention au lauréat de le l'appel à projets sont définies dans la convention type rédigée par la Cellule Revitalisations des quartiers jointe en annexe ;

Considérant que le subventionnement de chaque projet prendra fin au plus tard en décembre 2018, date de clôture du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant que le montant total pour cet appel à projets « Activation du Parc des Deux Rives » est fixé à 10.000,00€ TTC ;

Considérant que le crédit permettant la dépense est inscrit à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2018 ;

Considérant que la dépense précitée sera financée à hauteur de 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » du budget 2018 ;

DECIDE :

D'approuver la convention de subventionnement type « Enveloppe de quartier – Activation du Parc des Deux Rives » ;

D'approuver la procédure de sélection pour le subventionnement « Enveloppe de quartier – Activation du Parc des Deux Rives » telle que décrite dans la convention ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer la convention de subventionnement avec le porteur de projets lauréat ;

D'inscrire le crédit permettant la dépense de 10.000,00€ TTC à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés

aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2018 ;

De financer la dépense à 100% par un subside de la Région Bruxelles-Capitale, inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 "prélèvement sur le fonds de réserve ordinaire" du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Abdij - Operatie 1.10 - Wijkenveloppe - Projectoproep "Activering van het Tweeoeverspark" - Goedkeuring van de standaardsubsidiëringsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 2 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 mei 2017 om:

Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 met betrekking tot de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van toelagen verleend door de gemeenten en inzonderheid de verplichtingen en regels die moeten worden nagevolgd:

- *een verslag inzake beheer en financiële toestand.*

Jaarlijks brengt het gemeentecollege verslag uit aan de gemeenteraad over:

1° de toelagen die het tijdens het boekjaar krachtens dit artikel heeft toegekend;

2° de toelagen waarover het tijdens het boekjaar een controle heeft uitgeoefend;

Overwegende dat operatie 1.10 "Lokale burgerdynamiek" van het Duurzame Wijkcontract Abdij een jaarlijkse Wijkenveloppe voorziet in de vorm van een rechtstreekse subsidie van de gemeente, bestemd voor de bewoners en lokale actoren voor de jaarlijkse ontwikkeling van projecten (2015-2018) in de perimeter van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat er in het kader van het DWCAbdij een haalbaarheidsstudie werd uitgevoerd voor het project "Tweeoeverspark", een project dat de oprichting van een lineair park langs spoorlijn L-124 beoogt teneinde er een oever voor biodiversiteit en een geactiveerde oever (park en fiets- en voetgangerspaden) te ontwikkelen dat onder andere 3 stations, 4 parken en 5 culturele voorzieningen met elkaar zou verbinden;

Overwegende dat het aangewezen is een voorafspiegeling te bieden van bepaalde gebruikswijzen die een dergelijk project zou kunnen bezorgen teneinde de toe-eigening van bepaalde zones waar de studie betrekking op heeft aan te moedigen maar ook om het project in de wijk bekend te maken en de aansluiting bij deze gewenste inrichting te vergemakkelijken;

Overwegende dat bijgevolg wordt gesuggereerd in 2018 een projectoproep "Activering van het Tweeoeverspark" te lanceren met als doel de bewoners en gebruikers te betrekken via projecten die in de door de Cel Heropleving van de Wijken geïdentificeerde zones worden ontwikkeld;

Overwegende dat de via deze projectoproep gezochte activiteiten thema's als biodiversiteit, stadslandbouw, ludiciteit, samenleven en/of mobiliteit moeten behandelen;

Overwegende dat de voorgestelde activiteiten in de eerste plaats de bewoners en gebruikers van de wijk moeten aanbelangen;

Overwegende dat een adviescomité, bestaande uit deskundigen, zich over de ontvangen kandidaatstellingen zal uitspreken en dat zijn advies vervolgens aan het College van Burgemeester en Schepenen zal worden voorgelegd opdat deze in fine de winnaar zou aanduiden, conform de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 die verwijst naar de wet van 14 november 1983 betreffende de toekenning van toelagen door de plaatselijke besturen;

Overwegende dat alle bepalingen die van toepassing zijn op de toekenning van de subsidie aan de winnaar van de projectoproep vastgelegd zijn in de standaardovereenkomst in bijlage, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken;

Overwegende dat de subsidiëring van elk project ten laatste ten einde zal lopen in december 2018, op de slotdatum van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat het totaalbedrag voor deze projectoproep "Activering van het Tweeoeverspark" vastgelegd werd op 10.000,00 €, alle taksen inbegrepen;

Overwegende dat het krediet dat de uitgave mogelijk maakt ingeschreven werd op artikel 9306/332-02/80 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2018;

Overwegende dat de voormelde uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 "Overboeking op het gewone reservefonds" van de begroting 2018;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de standaardsubsiëringsovereenkomst "Wijkenveloppe – Activering van het Tweeoeverspark";

Goedkeuring te verlenen aan de selectieprocedure voor de subsidiëring "Wijkenveloppe – Activering van het Tweeoeverspark", zoals beschreven in de overeenkomst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de subsidiëringsovereenkomst met de winnende projectdrager te ondertekenen;

Het krediet dat de uitgave van 10.000,00 €, alle taksen inbegrepen, mogelijk maakt in te schrijven op artikel 9306/332-02/80 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2018;

De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 "Overboeking op het gewone reservefonds" van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Monsieur Lebrun veut savoir quel projet on attend de la part des citoyens.

Monsieur Spapens dit qu'on va lancer un appel à projets pour que les citoyens puissent réfléchir comment la parcelle pourrait devenir le départ du futur « Parc des Deux Rives ».

De heer Lebrun wil weten wat voor een soort project men van de burgers verwacht.

De heer Spapens antwoordt dat met een projectoproep gaat lanceren opdat de burgers zouden kunnen nadenken hoe dit perceel het begin zou kunnen zijn van het toekomstige "Tweeoeverspark".

2 annexes / 2 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

- 20 **Utilisation de la carte d'identité à des fins commerciales (à la demande de Monsieur Lebrun, conseiller communal) (Complémentaire)**

Forest, le 13 février 18

Interpellation au Conseil communal concernant l'utilisation de la carte d'identité à des fins commerciales

Monsieur le Bourgmestre,

J'ai constaté l'installation d'une nouvelle machine de paiement au Speedy Wash, av. du Besme, avec augmentation des tarifs pratiqués auparavant, il est possible d'avoir une réduction de 10 % si on introduit sa carte d'identité dans le lecteur de carte installé sur la machine (raccordée à un ordinateur central !).

Il n'est pas normal qu'un commerçant utilise la C.I. comme carte de réduction, c'est faire fi des données confidentielles contenues dans la puce de la carte ... ne faudrait-il pas rappeler à ce commerçant (et à tous les autres qui pourraient s'inspirer de cette initiative) les règles en la matière ?

Une information plus générale à toute la population serait souhaitable (par tous les moyens de communication communaux) sur les précautions à prendre en matière de sécurité cybernétique : prise de conscience que la C.I. contient beaucoup de données privées, utilisation des cartes de réduction et des apps y associées sans trop y laisser de données personnelles, utilisation des nouvelles cartes bancaires de paiement sans code secret (en approchant seulement la carte du lecteur) dont les voleurs sont très friands, ... !
Je vous remercie pour vos initiatives.

Bien à vous,
Jean-Marie Lebrun

Gebruik van de identiteitskaart voor commerciële doeleinden (op vraag van Mijnheer Lebrun, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Vorst, 13 februari 18

Interpellatie van de Gemeenteraad betreffende het gebruik van identiteitskaarten voor commerciële doeleinden

Geachte heer Burgemeester,

Ik heb vastgesteld dat er een nieuwe betaalterminal werd geïnstalleerd in de "Speedy Wash", in de Besmelaan, met een verhoging van de vroegere tarieven. Men kan een korting van 10 % krijgen indien men zijn identiteitskaart in de lezer van de terminal (die op een centrale computer aangesloten is!) steekt.

Het is niet normaal dat een handelaar identiteitskaarten als kortingskaarten gebruikt. Dat betekent dat men de vertrouwelijke gegevens op de chip van de kaart aan zijn laars lapt ... Moet de handelaar (net

als alle andere die zich door dit initiatief zouden kunnen laten inspireren) niet worden herinnerd aan de regels die hier gelden?

Algemener inlichtingen voor heel de bevolking (via alle gemeentelijke communicatiemiddelen) over de voorzorgen op het vlak van cyberveiligheid zouden wenselijk zijn: bewustwording van het feit dat de identiteitskaart veel privégegevens bevat, gebruik van kortingskaarten en daarmee verbonden apps zonder al te veel persoonlijke gegevens achter te laten, gebruik van nieuwe bankkaarten zonder geheime code (louter door de kaart in de buurt van de lezer te brengen), waar dieven erg happig op zijn ...!
Ik dank u voor uw initiatieven.

Met vriendelijke groet,
Jean-Marie Lebrun

Monsieur Tahri répond que le gérant a bien rentré une demande d'autorisation à la Commission de la Vie Privée et qu'il suspend l'opération jusqu'à l'obtention de ladite autorisation. Une fois que l'autorisation est obtenue, tout est parfaitement légal. Personne n'est obligé d'utiliser sa carte d'identité, c'est une faculté donnée aux clients.

De heer Tahri antwoordt dat de uitbater wel degelijk de toelating aan de Privacy Commissie heeft aangevraagd en dat hij het initiatief stopzet tot wanneer de toelating is verkregen. Eens de toelating is verkregen, is alles volstrekt wettelijk. Niemand wordt verplicht om zijn identiteitskaart te gebruiken, het is een mogelijkheid die aan de klanten wordt gegeven.

2 annexes / 2 bijlagen

21 **Les nouvelles normes de niveaux sonores en Région Bxl (à la demande de Monsieur Lebrun, conseiller communal) (Complémentaire)**

Forest, le 13 février 18

**Interpellation au Conseil communal concernant
les nouvelles normes de niveaux sonores en Région Bxl**

Monsieur le Bourgmestre,

Vous n'ignorez pas que les nouvelles normes sont d'application depuis janvier ; beaucoup de lieux à Forest sont concernés par cette réglementation plus stricte où les niveaux sonores sont mieux définis en fonction de la grandeur des lieux et du volume du public.

De plus les responsables des lieux sont tenus de s'équiper de sonomètres plus précis indiquant, sur écran, en permanence les niveaux en dbA – B et C à la vue du public (les dbC sont très importants car c'est par là qu'on se rend compte des pollutions des sons à très basses fréquences – infrasons, sons qui

ont une forte influence sur la santé publique).

Pourriez-vous exiger, à bref délai, l'installation de ces appareils dans tous les lieux où il y a de l'amplification sonore et le respect des nouvelles normes, avec rappel des sanctions en cas de non-respect ?

Je vous remercie pour vos initiatives.

Bien à vous,
Jean-Marie Lebrun

De nieuwe geluidsnormen in het BHG (op vraag van Mijnheer Lebrun, gemeenteraadslid)
(Aanvullend)

Vorst, 13 februari 18

Interpellatie van de Gemeenteraad betreffende
de nieuwe geluidsnormen in het Brusselse gewest

Geachte heer Burgemeester,

Zoals u weet zijn de nieuwe normen van toepassing sinds januari; deze strengere reglementering waar de geluidsniveaus beter vastgelegd zijn in functie van de grootte van de plaatsen en het volume van het publiek heeft betrekking op heel wat plaatsen in Vorst.

Bovendien worden de verantwoordelijken van de plaatsen verplicht zich uit te rusten met meer nauwkeurige geluidsterktemeters die voortdurend op scherm de niveaus in dbA – B en C aanduiden in het zicht van het publiek (de dbC zijn uiterst belangrijk want net daar geeft men zich rekenschap van de vervuiling van de zeer laagfrequente geluiden – infrageluiden, geluiden die een sterke invloed hebben op de volksgezondheid).

Kan u, op korte termijn, de installatie van deze toestellen eisen op alle plaatsen waar geluidsversterking is en de naleving van de nieuwe normen, met herinnering aan de sancties bij niet-naleving?

Ik dank u voor uw initiatieven.

Met vriendelijke groet,
Jean-Marie Lebrun

Monsieur Englebert répond que ceci n'est pas une compétence communale, c'est une compétence régionale, c'est la région qui a fixé les normes. Les agents de Bruxelles Environnement et la police sont compétents pour les faire respecter. Des amendes peuvent être infligés (Parquet ou sanctions administratives). Des subsides existent pour placer les appareils de mesurage. La difficulté pour les installer au Brass consiste en le fait qu'il s'agit d'un bâtiment classé.

Monsieur Hacken intervient : C'est quand même la commune qui délivre le permis ?

Monsieur Englebert répond que oui, les permis de classe trois sont délivrés par la commune, mais

la commune ne délivre pas de permis pour ses propres bâtiments, et le Brass est une propriété de la commune. Il est d'avis que tout réglementer peut être négatif et que les citoyens sont des êtres responsables, qu'ils ne sont pas obligés de fréquenter des salles où il y a trop de bruit.

De heer Englebert antwoordt dat dit geen gemeentelijke bevoegdheid is, maar een Gewestelijke, het is het Gewest die de normen vastlegt. De agenten van het Brussels Milieuagentschap en de politie zijn bevoegd om de normen te doen naleven. Er kunnen boetes worden opgelegd (door het Parket of via administratieve sancties). Er bestaan betoelagingen om meettoestellen te plaatsen. Het is moeilijk om deze toestellen in de Brass te plaatsen omdat het een beschermd gebouw is. De heer Hacken komt tussenbeide: Het is toch de gemeente die de vergunningen aflevert? De heer Englebert antwoordt dat dat effectief het geval is, de vergunningen van klasse drie worden door de gemeente afgeleverd, maar de gemeente levert geen vergunning af voor gebouwen waarvan ze eigenaar is, zoals de Brass. Hij is van mening dat het negatief kan zijn om alles te reglementeren en dat de burgers verantwoordelijke wezens zijn. Ze zijn niet verplicht om zalen te bezoeken waar het geluid de normen overschrijdt.

2 annexes / 2 bijlagen

Question orale :

Monsieur Hacken pose une question orale : Pourquoi un nouveau permis a été délivré pour la rue Berkendael. Ce nouveau permis annule le précédent. Pourquoi n'y a-t-il pas eu une concertation et une enquête publique pour ce deuxième permis ?

Monsieur le Bourgmestre répond qu'il s'agit d'un dossier qui relève purement du droit administratif.

Il rappelle qu'il a visité la rue Berkendael avec Monsieur Hacken et que lors de cette visite, Monsieur Hacken a lui-même constaté qu'il fallait intervenir dans cette rue. Le collègue a rencontré les riverains et a expliqué l'état des arbres, des canalisations, des câbles électriques...

Le premier permis a été contesté pour des raisons linguistiques. Le deuxième permis remplace simplement le premier. On a donc retiré une pièce administrative (le premier permis) pour la remplacer par une autre (le deuxième permis). C'est le Fonctionnaire Délégué qui a retiré le premier permis et qui l'a remplacé par un autre en veillant que tout est parfaitement en ordre administrativement. Le collègue n'a jamais dit qu'il allait abandonner le projet et il ne l'abandonnera pas, même si ce deuxième permis est contesté, car c'est de la responsabilité du Bourgmestre d'écarter le danger.

Monsieur Englebert rappelle qu'il s'agit d'un retrait pur d'un acte administratif.

Mondelinge vraag :

De heer Hacken stelt een mondelinge vraag: Waarom werd er een nieuwe vergunning afgeleverd voor de Berkendaelstraat? Deze nieuwe vergunning vernietigt de vorige. Waarom werden er geen overleg en openbaar onderzoek voor deze nieuwe vergunning georganiseerd?

De heer Burgemeester antwoordt dat het hier een dossier betreft dat volledig onder het administratief recht valt.

Hij herinnert eraan dat hij de Berkendaelstraat samen met de heer Hacken heeft bezocht en dat de heer Hacken zelf tijdens dat bezoek heeft vastgesteld dat men in deze straat moest tussenbeide komen. Het college heeft de bewoners ontmoet en heeft en toen de staat van de bomen, van de leidingen, van de elektriciteitskabels uitgelegd.

Er werd beroep aangetekend tegen de eerste vergunning om taalredenen. De tweede vergunning vervangt eenvoudigweg de eerste. Er werd dus een administratieve akte ingetrokken (de eerste vergunning) en die werd vervangen door een andere akte (de tweede vergunning). Het is de Afgevaardigde Ambtenaar die de eerste vergunning heeft ingetrokken en de tweede heeft afgeleverd en die erop heeft toegekeken dat alles op administratief vlak volledig in orde was. Het college heeft nooit gezegd dat het project ging stopgezet worden en het project zal niet stopgezet worden, zelf al wordt er beroep ingetekend tegen de tweede vergunning, want het valt onder de verantwoordelijkheid van de Burgemeester om het gevaar te bezweren.

De heer Englebert herinnert dat het hier uitsluitend het intrekken van een administratieve akte betreft.

20h20: Le conseil reçoit les parents de l'école 12.

Le Bourgmestre rappelle qu'aujourd'hui il n'y a rien de neuf dans le dossier. Il explique les démarches entreprises par la commune.

Les parents et les conseillers communaux prennent la parole.

Les parents quittent la séance à 21h.

20u20: De Gemeenteraad ontvangt de ouders van school 12.

De Burgemeester herinnert dat er vandaag niets nieuws is in dit dossier. Hij legt de stappen uit die reeds door de gemeente werden ondernomen.

De ouders en de gemeenteraadsleden nemen het woord.

De ouders verlaten de zaal om 21 u.

Levée de la séance à 21:30
Opheffing van de zitting om 21:30

La Secrétaire communale,

Le Bourgmestre – Président,

De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

De Burgemeester – Voorzitter,
Marc-Jean GHYSSELS